

ARK

7 défense de Occident

Maurice BARDECHE :

A 193

Deux ans après mai 1968

●

Jean CHALVIDANT :

L'Espagne en danger

●

Guy de RENS :

Drieu La Rochelle ou la Fatalité du Suicide (II)

●

J. CHeldon :

Lénine et son centenaire

●

Michel RIMET :

Pour une réforme législative

CHAQUE MOIS, VOUS DEVEZ LIRE

L'ELITE

européenne

LA TRIBUNE DES NATIONALISTES

Spécimen gratuit sur demande

62, rue de Ponthieu, Paris (8^e)

LECTURES FRANÇAISES

REVUE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE

Henry COSTON :

DICTIONNAIRE DE LA POLITIQUE
FRANÇAISE, 1.088 p., ill., relié
toile. 90 F
L'un des 300 ex. numérotés 135 F
LA FRANCE A L'ENCAN. 12 F
LA HAUTE BANQUE ET LES TRUSTS
Sur alfa numér. 24 F
(440 p.). 18 F
LE RETOUR DES « 200 FAMILLES »
15 F
L'EUROPE DES BANQUIERS. 18 F
LE SECRET DES DIEUX. 24 F
LA REPUBLIQUE DU GRAND
ORIENT. 15 F

LA HAUTE FINANCE ET LES RE-
VOLUTIONS. 6 F
LES TECHNOCRATES ET LA SY-
NARCHIE. 15 F
PARTIS, JOURNAUX et HOMMES
POLITQUES (Derniers exemp.).
30 F
DICTIONNAIRE des PSEUDONYMES.
Tome I 18 F
Tome II (en souscription)
En souscription
ONZE ANS DE MALHEUR (1958-1969).
19,50 F
Edit. numérotée sur alfa 60 F
G. et H. COSTON :
LE JOURNALISME EN 30 LEÇONS.
18 F

Au total : _____ F + 10 % pour le port
Ci-joint : _____ F en un mandat, chèque ou virements 3 volets
(C.C.P. Librairie Française - Paris 11.447-35)

LA LIBRAIRIE FRANÇAISE
27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris (6^e)

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 18^e année

Mai 1970 — N° 90

S O M M A I R E

Maurice BARDECHE : <i>Deux ans après mai 1968</i>	3
Jean CHALVIDANT : <i>L'Espagne en danger</i>	13
Guy de RENS : <i>Drieu la Rochelle ou la fatalité du suicide (II)</i>	26
J. CHELDON : <i>Lénine et son centenaire</i>	37
Michel RIMET : <i>Pour une réforme législative</i>	46



LA CHRONIQUE DES ARTS de F.-H. LEM : <i>Matisse</i> ..	57
LA CHRONIQUE DES LIVRES de Jean-Paul ROUDEAU, Christian de BOUGAIN (Jean Dutour, Camille Bou- chard, Jacques Ploncard d'Assac, Max Gallo, Alain Guérin)	66
La Revue de Presse de Yann BEUZEC.....	74

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 4 F

Abonnements. — 1 an : 40 F

Etranger : 1 an : 42 F

Propagande : 100 F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs*

Paris-20° — C.C.P. 65-35-65 Paris.

Copyright by *Les Sept Couleurs*, 1969.

sil
tor
qu
ma
L'
lér
de
sit
pr
pr
pa
tra
gé
à
de
qu
po
ho
du
de
du
co
en

Maurice BARDECHE

Deux ans après mai 1968

Le deuxième anniversaire de mai 1968 est aussi silencieux qu'un service de bout de l'an. Nous aurions tort toutefois de nous fier aux apparences. Le bilan qu'on peut faire deux ans après les événements de mai 1968 est au contraire extrêmement inquiétant. L'euphorie générale, la paresse d'esprit, les paroles lénifiantes nous cachent la réalité : nous risquons de nous réveiller un jour brusquement devant une situation plus grave encore que celle qui nous a surpris en mai 1968.

Le mandat impérieux de redressement et de répression que la nation avait confié au gouvernement par les élections de mai 1968 a été trahi. Cette trahison est due en premier lieu à l'impéritie du général de Gaulle dont l'incapacité politique est peu à peu reconnue, mais trop tard, par des fractions de plus en plus large de l'opinion en attendant que le même jugement soit porté ; le moins tard possible espérons-le, sur son incapacité militaire. Les hommes qu'il a désignés pour porter la responsabilité du pouvoir n'ont pas été plus aptes que lui à profiter de la situation favorable créée en 1968. La mollesse du malheureux Couve de Murville et la capitulation complète d'Edgar Faure devant une armée ennemie en déroute sont dignes de l'ahurissement de leurs

maîtres devant les événements. Ce n'est pas seulement une occasion manquée, c'est le tableau complet de l'aberration et de l'égarement qui marque les actes de tous les régimes en état de décomposition et qui frappe de stupeur lorsqu'ils en lisent le récit les historiens auxquels le recul donne une vue claire et simple des choses. Si quelque jeune Bonaparte s'est promené sur la terrasse des Tuileries pendant ces mois accablants de notre impuissance et de notre décomposition, il a eu maintes fois l'occasion de lancer vers le monarque hébété de l'Elysée le « coglione » retentissant que le jeune officier d'artillerie lança autrefois à l'adresse de Louis XVI.

Ne nous attardons pas toutefois sur ces responsabilités. Elles sont claires dans tous les esprits. Ce qui l'est moins, c'est le tableau des dégradations sournoises qui s'accumulent depuis deux ans, de l'effritement non seulement du régime, mais de la nation tout entière, qui se fait presque à notre insu, parce qu'elle n'est pas accompagnée de chutes de pierres retentissantes, mais seulement de temps en temps de quelques dégringolades de cheminée à propos desquelles nous disons « c'est le vent ». Mais la boue qui nous enlise, la paralysie qui gagne peu à peu le système nerveux de la distribution de pouvoir, les menaces qui pèsent sur l'avenir sont en réalité infiniment plus dangereuses que les coups de vent qui les accompagnent et qui nous réveillent de temps en temps.

Le principal résultat de la réforme d'Edgar Faure n'est pas seulement la désorganisation complète de l'Université. Il est en réalité beaucoup plus grave. Il a fallu le courageux livre de Jules Monnerot pour le faire apercevoir aux esprits endormis. Les réformes introduites dans l'enseignement supérieur ont eu pour résultat d'installer partout une démocratie, contrôlée, en fait, par la nuée de jeunes assistants qu'on a recrutés au hasard du compérage politique et syndical et qui sont en grande majorité des sympathisants du Parti Communiste. La dernière

ligne de résistance, très faible hélas, en raison de la lâcheté de la plupart des membres du corps professoral, était constituée par le privilège de cooptation réservé aux professeurs et maîtres de conférence dans chaque Faculté. Cette dernière ligne de résistance vient d'être brisée. Les nominations sont désormais proposées au ministre par le conseil de la Faculté tout entier, lequel comprend les assistants, fort incapables de distinguer les mérites des candidats, mais votant avec discipline conformément aux indications du syndicat ou du parti auquel ils appartiennent.

La loi d'orientation aura donc servi essentiellement à mettre en place dans l'enseignement supérieur des bases de départ pour la colonisation de l'enseignement supérieur tout entier par le Parti Communiste. Désormais, les communistes, déjà solidement installés parmi les professeurs de philosophie, peuvent espérer disposer d'un réseau officiel d'enseignement du marxisme sur tout le territoire, enseignement qui commence en classe de philosophie et qui pénètre et corrompt ensuite dans l'enseignement supérieur toutes les autres disciplines. Dans quelques années, une partie des cadres de la nation aura été formée par le Parti Communiste et habituée à penser en termes marxistes : l'effort budgétaire que le gouvernement demande actuellement à la nation aura servi à constituer à travers le pays tout entier une énorme école des cadres du marxisme.

Il ne reste plus qu'une chose pour donner toutes ses chances au Parti Communiste : c'est de lui fabriquer en nombre suffisant les ratés auxquels la société actuelle ne sera pas capable de donner leur place. C'est ce qu'une autre disposition de la loi d'orientation est en train de réaliser. La désorganisation de l'enseignement des mathématiques par des méthodes nouvelles, qu'un groupe d'avant-garde parachuté dans les Facultés et au Collège de France a réussi à faire adopter, a obtenu du premier coup et de plein fouet ce résultat inespéré : découragés

par l'enseignement nouveau des mathématiques, la plupart des candidats furent la classe de Mathématiques Élémentaires et, dans un pays qui cherche avant tout des chercheurs industriels et des cadres supérieurs pour son industrie, le taux des bacheliers scientifiques entrant en Mathématiques Élémentaires est tombé de 45 % à 20 %. La fuite en avant des étudiants les précipite vers des carrières littéraires, ou, ce qui est pire encore, vers le clinquant tapageur de la psychologie industrielle et de la sociologie pour lesquels il n'y a pas de débouchés. Nous investissons des milliards pour fabriquer des chômeurs et des ratés, c'est-à-dire pour fournir au Parti Communiste, à qui nous offrons déjà gratuitement des cadres, les troupes qu'ils ont besoin de faire manœuvrer en rangs.

Les perspectives de la situation sociale ne sont pas plus réjouissantes. Pendant que l'Etat s'acharne, sous prétexte de rationalisation, à écraser les petits commerçants et les agriculteurs, il abandonne de plus en plus la conduite des forces réelles du pays à des organismes irréguliers qui se substituent à lui. Le pouvoir légal fondé sur le suffrage universel partage, en réalité, la direction du pays avec un pouvoir illégal fondé sur une représentation syndicale incontrôlée. Le droit de grève est devenu une arme politique : il est un droit de veto remis aux souverains du syndicalisme cooptés sous le contrôle des partis politiques et essentiellement du Parti Communiste. Des marchandages secrets ont lieu entre ces deux têtes de l'Etat bicéphale. Le gouvernement, constamment menacé d'un chapelet de grèves capables de détruire son économie, de briser ses exportations, de ruiner sa monnaie, ne peut prendre que des décisions concertées, acceptées. Il a peur des syndicats. Il n'a pas la force d'imposer des limites au droit de grève et de le ramener à ce qu'il est et à ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être, la défense du salaire et la garantie des conditions honnêtes du travail. Il ne peut agir pleinement en aucun

domaine parce que toute complication aboutissant au refus d'obéissance ou au refus de coopération peut le conduire à une situation dramatique qu'il n'a pas les moyens de dominer. L'exemple simple du problème de l'enseignement éclaire cette impuissance de l'Etat qui ressemble à la chanson de Biquette et du chou : l'Etat ne peut pas expulser les gauchistes parce que les assistants se mettraient en grève, il ne peut pas révoquer les assistants parce que les professeurs se mettraient en grève, il ne peut pas frapper les professeurs parce que tous les syndicats de l'enseignement tout entier décideraient la grève et que l'Etat serait obligé de capituler, c'est-à-dire de réintégrer, comme dans la chanson, les professeurs dans leurs chaires, les assistants dans leurs salles de classes et les étudiants dans les blockhaus qu'ils se sont constitués. La faiblesse du pouvoir est totale dans tous les domaines, les attentats, les actes d'anarchie auxquels nous assistons partout ne sont que les marques les plus visibles d'une paralysie générale qui envahit peu à peu tout l'organisme politique.

L'anarchie qui se développe partout n'est pas seulement le symptôme d'une maladie grave, elle traduit la présence dans la population d'un virus qui atteint le corps national lui-même et non plus seulement les organismes de transmission et d'exercice du pouvoir. Faute d'avoir été réprimée d'une façon claire, la fièvre gauchiste de mai 1968 a répandu des germes dans toutes les classes sociales, même dans celles qui se croyaient très éloignées de l'esprit gauchiste et très hostiles à ses manifestations. Le régime n'a pas su et n'a pas voulu réprimer parce que c'est un de ses principes à lui, un des principes desquels il vit qui a inspiré l'esprit de mai, c'est la revendication de la liberté. Les émeutiers de mai 1968 ont mis en accusation la liberté factice par laquelle l'Etat républicain avait traduit le mot de liberté qui est inscrit au fronton de nos monuments. Ce qu'ils réclamaient, c'était toutes les libertés et tout de suite,

la liberté de la rue, la liberté de manifester, la liberté d'occuper, la liberté d'assommer, la liberté de coucher, la liberté de voler, la liberté de détruire et bien entendu la liberté de persécuter. Le régime leur ayant répondu que toutes ces libertés étaient bien légitimes et bien naturelles, les autres catégories de la population en ont fait application à leur cas particulier et se sont demandé pourquoi il n'y aurait pas de même une liberté de ne pas payer les impôts, une liberté de se faire justice soi-même, une liberté de bloquer les routes et une liberté de plastiquer. Puisque les étudiants avaient prouvé, malgré le vote du pays qui les condamnait, que le refus d'obéir, le refus de servir, le refus d'accepter le contrat social étaient respectueusement salués par les autorités d'un Etat débonnaire, les spectateurs en ont conclu avec un certain bon sens que c'était désormais les voies de fait qui remplaçaient les bulletins de vote.

Cette paralysie générale du pays, ce règne de la violence et de l'anarchie, il existe un seul moyen d'y porter remède, c'est de restaurer vigoureusement l'autorité de l'Etat, de la faire apparaître comme indiscutable et intransgressible et en même temps de la rendre juste et tutélaire. Nous ne nous en rendons pas compte, mais notre situation actuelle est déjà tout à fait voisine de celle de l'Espagne à la veille du soulèvement de 1936, de celle de l'Italie à la veille de la marche sur Rome de Mussolini. Mais ce qui est tragique chez nous, c'est qu'il n'apparaît aucune force à la fois puissante et résolue, aucun homme vers lequel nous puissions nous tourner pour lui confier le destin du pays et la direction du redressement nécessaire. Nous avons bien Gil Robles, mais nous n'avons pas Franco. Nous avons des Salandra mais nous n'avons pas de Mussolini. Il est vrai que les Grecs eux aussi n'avaient personne quand une poignée de patriotes résolus empêcha la Grèce de tomber dans l'anarchie.

C'est ce vide politique, ce manque de volonté répandu partout parmi les représentants officiels du

pouvoir qui fait le danger de notre situation et qui fait, il faut le savoir, la puissance et le danger du Parti Communiste. Un des résultats les plus imprévus de la crise de mai 1968 est que le Parti Communiste est apparu à beaucoup de gens pour ce qu'il n'est pas, un parti d'ordre, de raison, de modération. Le Parti Communiste ayant pris position contre la violence inutile, beaucoup de gens ont oublié qu'il est le parti de la violence : qu'il n'était pas autre chose, qu'il ne pouvait pas être autre chose que le parti de la violence. Mais la réussite de ce camouflage a des conséquences redoutables. Ce que le Parti Communiste prépare à l'aide de l'installation dans les Universités, ce qu'il prépare en se servant des grèves, et même en se servant de l'anarchie, ce n'est pas l'arrivée directe du Parti Communiste au pouvoir, c'est son arrivée au pouvoir par l'intermédiaire du Front Populaire. Malgré les difficultés que la politique soviétique a semées et sème tous les jours sous les pas du Parti Communiste, l'idée du Cartel des Gauches reste la grande pensée stratégique des communistes. Elle leur ouvre des perspectives immenses. Elle est la dernière grande opération de rupture qui les sépare du pouvoir dans l'Europe occidentale et qui nous sépare, nous, soit d'une dictature communiste, soit d'une troisième guerre mondiale.

C'est sur ce point tout spécialement que nous percevons très mal la gravité de la situation européenne. Les progrès continuels du communisme en Italie et la confusion politique dont les vieux renards de la Démocratie Chrétienne n'arrivent pas à se dépêtrer font du front italien un point faible de la barrière anticommuniste, une partie du front qui peut céder un jour ou l'autre et nous mettre tous dans une situation dramatique. Depuis l'accession de Willy Brandt au pouvoir en Allemagne, la barrière allemande est moins solide qu'autrefois. Elle est exposée non pas à céder, mais, dans une situation de crise, à marchander sa neutralité et à abdiquer, en échange

d'une douteuse réunification, les responsabilités qui lui sont confiées dans le maintien de l'ordre européen. En fait, le Parti Communiste livre en ce moment une course contre la montre à l'Europe politique. Il n'est pas douteux qu'il est en train de la gagner.

Si le front occidental craquait quelque part et surtout si l'arrivée au pouvoir des communistes se faisait sous une couverture légale, les Américains oseraient-ils intervenir, quand et comment interviendraient-ils ? A quel moment un pays passe-t-il sous le contrôle du Parti Communiste ? Quand le ministre de l'Intérieur est communiste ? Quand le ministre de l'Intérieur et le ministre des Armées sont tous les deux communistes ? Quand le ministre de l'Intérieur, le ministre des Armées et le ministre des Affaires Etrangères sont tous les trois communistes ? Ou faut-il attendre que le président du Conseil soit, lui aussi, communiste ? Alors, à quel moment faut-il mettre en batterie les lances des pompiers ?

La véritable politique est toujours préventive. Ce n'est pas au moment où les communistes contrôleront un certain nombre de ministères-clés sous la façade d'un gouvernement de Front Populaire qu'on pourra se défendre contre le communisme. A ce moment-là il sera trop tard. Mais les mesures que les régimes actuels peuvent utiliser sont rares et bien souvent inopérantes. Les démocraties portent en elles les partis communistes comme les mères portent leurs enfants. La lutte anticommuniste efficace leur est donc interdite. En fait, les Etats qui composent l'Europe n'ont opposé une barrière efficace et définitive à la progression du communisme qu'au moment où ils étaient gouvernés par des régimes qui avaient placé l'intérêt national et l'indépendance de la patrie au-dessus du système démocratique. C'est à cette politique de barrage qu'il faut revenir. Elle seule est sûre, elle seule nous protège pour l'avenir.

Nos ennemis véritables ne sont pas les gauchistes. Les gauchistes incarnent l'anarchie, le romantisme,

l'Utopie. Leurs méthodes attirent inévitablement une réaction de salut public et de bon sens qui favorise le redressement national. Leurs fautes peuvent nous fournir des occasions. Leur nombre est faible et les dégâts qu'ils font sont si manifestes qu'une large partie de l'opinion ne sera jamais derrière eux pour les soutenir. Ils ont des défenseurs et des sympathisants, mais ils n'ont pas de parti dans le pays : leur action n'est qu'agitation, verbiage et attentats. On n'arrive pas au pouvoir avec cela. Au contraire, une large partie de l'opinion peut rallier ceux qui entreprendront de maintenir l'ordre, d'assuser la vie du pays et de s'opposer au crime par la seule action qui soit efficace contre les criminels, l'action préventive qui les empêche de se concerter, de piller et de détruire.

Le véritable ennemi, c'est le monstre froid, calculateur, implacable, le robot qui travaille pour les bureaucrates de Moscou. C'est celui-là dont il faut suivre les mouvements prudents et la savante reptation.

L'action à mener contre le Parti Communiste, le régime actuel ne peut pas la mener : seul un régime autoritaire est une véritable défense contre le Parti Communiste. Car le régime actuel ne peut mener une action efficace sur les trois fronts sur lesquels le communisme est menaçant. Sur les points faibles de l'Europe, des accords de défense commune devraient permettre un appui immédiat en matériel et en techniciens à toute résistance nationale se produisant dans un pays d'Europe occidentale au moment de l'accession des communistes au pouvoir sous une forme ou sous une autre. Contre la paralysie de la production et de l'économie concertée pour briser toute action anticomuniste, un régime doit pouvoir disposer d'une législation du sabotage qui permette de distinguer les faits de grève et les faits concertés constituant un coup de force par emploi de l'obstruction : des éléments d'intervention devraient avoir été constitués d'avance pour assurer

contre toute tentative de putsch par intimidation les services essentiels à la vie de la nation et à la marche de la production. Enfin contre les manœuvres proprement politiques, l'article XVI de la Constitution devrait être complété par une disposition prévoyant, dans certaines circonstances, l'annulation des résultats électoraux concernant les représentants d'un parti inféodé à un Etat étranger et servant les buts politiques d'un Etat étranger.

Ces dispositions ne sont pas antidémocratiques. Elles sont, au contraire, des clauses de sauvegarde de l'indépendance nationale. Mais il est clair qu'elles ne peuvent être appliquées ni envisagées par un régime pusillanime et indécis qui subit les événements au lieu de les prévoir et de les canaliser.

Nous avons besoin qu'une force saine se dégage, qu'un esprit de résolution et de fermeté naisse chez nous pour qu'il donne à une majorité anticomuniste, désignée par le pays mais amorphe, le courage d'accomplir le mandat qui lui a été délégué.

Maurice BARDECHE.

L'Espagne en danger

Je reviens d'Espagne. C'est là un privilège que je partage avec quelques huit millions de Français qui chaque année, fuient en troupeaux vers la Costa del Sol ou Malaga. Mais j'ai dû délaissier pour une fois les charmes du « Jerez », des courses de taureaux et du flamenco — l'Espagne de « pande-reta », du touriste, disait Antonio Machado — pour me consacrer à une longue série d'entrevues avec la plupart des personnalités politiques que l'Espagne compte actuellement. J'ai ainsi pu approcher aussi bien les plus hauts personnages de l'Etat que certains ministres, des députés, des historiens, des membres de la presse, voire de brillantes individualités de l'opposition. Rencontres instructives autant que passionnantes pour le journaliste que j'étais. Toutes ces conversations et ces impressions forment la trame d'un livre en préparation sur l'Espagne d'aujourd'hui. Je donne volontiers aux lecteurs de « Défense de l'Occident » la primeur de quelques réflexions inspirées par ce court voyage dans la Péninsule, et l'ébauche d'un tableau de l'échiquier politique espagnol.

DU FASCISME A LA DEMOCRATIE ORGANIQUE

L'Espagne, personne ne songerait à le nier, a été fasciste. Ou mettons qu'elle ait, alors que l'Europe tout entière choisissait en 1939 son camp, fait un bout de chemin avec les régimes fascistes. On n'a pas oublié, pour reprendre ce sté-

réotype, la photographie de la rencontre entre Hitler et Franco, à Hendaye. D'ailleurs, le parti communiste, lorsqu'il est las de ses thèmes pour « la défense de la nation », l'affiche périodiquement sur les murs de Paris.

Et pourtant, l'Espagne ne bascula pas dans la guerre. On épiloguera longtemps sur le bien-fondé de la décision du général Franco : pour l'Espagne, ce fut de toute évidence un choix heureux, qui lui évita d'être battue lors du déferlement allié en 1945. Mais si elle s'était engagée aux côtés de l'Axe... l'Europe serait peut-être maintenant fasciste. Qui sait ? On peut cependant en douter, lorsque l'on voit que dès 1945 en Espagne, les emblèmes nationalistes et fascistes, sans doute trop marqués, d'officiels qu'ils étaient, furent formellement déconseillés. Le salut « à la romaine » fut oublié. Il était la trace d'un passé trop chaud.

On sait la suite. Le seul mouvement véritablement fasciste dans ses méthodes, à défaut de l'être dans sa doctrine, la Phalange, décapitée dès avril 1937 (cf : D.O., n° 89) devint le parti du général Franco, pour arriver à être, grâce à un système d'inscription obligatoire, par le biais des syndicats uniques et verticaux, celui, qu'ils le veuillent ou non, de tous les Espagnols.

Vingt-cinq ans ont passé, qui ont vu le régime franquiste affermir davantage son pouvoir. Ainsi en décembre 1966, le « oui » à Franco l'emporta à plus de 98 % lors du référendum. Mais une nouvelle génération a fait irruption sur la scène politique ; en effet, plus des deux tiers des trente-deux millions d'Espagnols n'étaient pas nés lors de la guerre civile. Or, ainsi que le remarque Paul Dessens, « c'est le souvenir de cette période et l'appréhension qu'inspire son retour éventuel qui expliquent en grande partie l'adhésion de la majorité au régime — et plus encore à son chef — par conviction, par raison, ou par résignation. Du jour où la masse s'est trouvée composée principalement de générations jeunes, elle a cessé de connaître ce frein et a recommencé à fermenter. Il ne s'ensuit pas que la popularité personnelle du Caudillo ait été gravement atteinte ; c'est la succession du régime sous sa forme actuelle qui est discutée. »

Il est caractéristique que les signes extérieurs de cette fermentation soient presque toujours le fait d'éléments jeunes.

Elle est provoquée par une minorité active d'étudiants — les douze universités espagnoles avaient 150.000 étudiants en 1940 ; elles en ont aujourd'hui cinq fois plus — de jeunes prêtres progressistes, de phalangistes « anciens membres du Front des jeunesses », de jeunes séparatistes basques de l'E.T.A., ou encore par les membres des « commissions ouvrières » semi-clandestines, élus en grand nombre aux élections syndicales en octobre 1966 (la plupart ont moins de quarante ans). Il est non moins caractéristique que le retour à la « légitimité républicaine » de 1931-1936 laisse le grand public à peu près complètement indifférent.

Quant au franquisme, il est difficile à analyser. Le système politique le plus approchant serait peut-être celui du maréchal Tito, quoique ce dernier observe, avec quelques libertés, la dialectique marxiste, ce qui ne nous le rend pas particulièrement sympathique. Le franquisme repose entièrement sur la personne du Caudillo. Personne n'aurait su comme lui rendre à la raison les multiples forces politiques de l'« Espagne nationaliste », ainsi qu'on l'appelait à tort avant-guerre. Celle qui représentait le plus gros danger, la Phalange, fut réduite au silence. Cela se passa sans « nuit des longs couteaux », sans trop d'effusion de sang. Les catholiques, l'Eglise, reprirent la place que quatre siècles d'intolérance leur avaient assurée, et que les républicains leur avaient enlevée. Les monarchistes enfin, furent assez sévèrement réprimés, et leurs leaders — Fal Conde en particulier — furent pour un temps obligés de chercher refuge à l'étranger.

En juillet 1969, la bombe éclatait : Franco proposait comme son successeur Juan Carlos de Borbon y Borbon. Ce ne fut une surprise pour personne : Juan Carlos avait été en effet élevé pour remplir un jour les plus hautes fonctions publiques. Choisi de préférence à son père, qui vit en exil au Portugal, et dont l'antifranquisme est bien connu, le jeune prétendant au trône (il a trente-deux ans) semble faire déjà l'unanimité. Contre lui. Du côté du café Gijon, qui voit défiler le gratin intellectuel de Madrid, le nouveau prince d'Espagne a reçu le surnom de « Juan Carlos le bref », en hommage à sa vivacité d'esprit. Il est certain que bientôt, nous devons reparler du problème que pose la restauration de la monarchie. Mais il est encore trop tôt pour le faire. Un jour, avec

la disparition du Caudillo, le prétendant dira la politique qu'il voudra suivre. Alors, et seulement à ce moment-là, nous pourrons le juger.

UN ECHIQUIER POLITIQUE EN FORMATION

Il est difficile pour l'observateur étranger de rencontrer des hommes politiques en Espagne. Alors que la France foisonne de ministres sans portefeuilles, de députés, de conseillers locaux, qui tous représentent une secte, un mouvement, un parti, une famille politique, l'Espagne au contraire se présente comme un pays à la vie politique restreinte, de par l'obligation faite aux politiciens de passer sous les fourches caudines du « movimiento », c'est-à-dire, volens nolens, de jurer fidélité à Franco et aux immortels principes de 1936.

Néanmoins, il est possible de remarquer que les Espagnols hésitent moins à se déclarer antifranquistes, de gauche, socialistes ou communistes, la plupart du temps en ignorant véritablement le sens de ces vocables. Ainsi, alors qu'il y a une dizaine d'années, personne n'aurait osé se lancer dans l'arène, on assiste maintenant de plus en plus à la constitution d'un échiquier politique qui ne renierait pas une quelconque nation démocratique. Cela prouve au moins, si besoin était, que l'Espagne n'a plus grand-chose en commun avec le fascisme. Dressons donc le tableau, bien sûr très schématisé, des forces politiques telles qu'elles existent actuellement dans la Péninsule. Six grands courants semblent dominer : Phalange, démocratie chrétienne, traditionaliste, monarchistes libéraux, socialistes, et communistes enfin.

● La Phalange :

Nous avons vu ce qu'il fallait en penser dans le dernier numéro de « Défense de l'Occident ». Lors de mon séjour à Madrid, les contacts nombreux que j'ai eus avec ses représentants ne me les ont pas rendu plus sympathiques. Se réfugiant généralement dans la contemplation béate de leurs maux et l'évocation nostalgique du passé, ils ne sont certainement pas très bien armés pour conquérir un jour le pouvoir.

Il convient toutefois de mentionner, afin que le tableau donné le mois dernier soit complet, quelques groupes phalangistes que j'avais sciemment oubliés, car leur importance n'est pas évidente.

- L'A.C.N.P., association catholique nationale des phalangistes. Très proche du gouvernement.
- Districto centro, qui se réclame des « Vingt-six points » de la Phalange.
- La vieille garde, de M. Carlos Pinilla, très fasciste dans ses manières.
- L'équipe de la luxueuse revue « En pie », qui concilie fascisme et franquisme. C'est de loin la revue la plus fasciste que l'on puisse trouver en Espagne. Ce qui ne signifie pas que ce soit la plus intelligente.
- Les étudiants enfin du F.E.S., « Front des Etudiants Syndicalistes », plus ou moins clandestins, et fort sympathiques.

● **La démocratie chrétienne :**

- A l'extrême-gauche de cette tendance, on trouve l'U.D.C. (Union Démocratique Chrétienne), où se rejoignent les militants des organisations catholiques ouvrières. Le chef de la démocratie sociale chrétienne est Gil Robles, que José Antonio considérait comme « le dernier des pourris ».
- Au centre se trouve l'équipe des « Cahiers pour le dialogue », avec Joaquin Ruiz Jimenez, président de « Pax Romana » et ancien ministre. Cette revue est actuellement la plus intellectuellement avancée des publications espagnoles. Il n'est donc pas étonnant qu'elle ait souvent été saisie. Elle est néanmoins la plus « à gauche » de la presse ibérique ; sa lecture est toujours passionnante.
A noter que les quelques mois qui viennent devraient voir la sortie d'une revue à très grand tirage, du même style mais en moins abscons, qui risque de faire un certain bruit dans la Péninsule.
- A droite enfin M. Alberto Martin Artajo. Il a été l'un des piliers de la politique gouvernementale, et continue d'être l'un des hommes politiques les plus intéressants actuellement.

● **Les traditionalistes (carlistes) :**

- Leur candidat au trône est le prince Carlos Hugo de Bourbon-Parme. Ils se réunissent chaque année à Montejurra, en Navarre. Les dernières manifestations carlistes ont vu passer ce groupe à l'opposition. Ce mouvement n'occupe plus la place privilégiée qu'il avait encore il y a quelques années.

● **Les monarchistes libéraux :**

Il convient de bien différencier :

- la tendance du journal « ABC », partisan de don Juan, comte de Barcelone, et père du successeur officiel du général Franco. Par tactique, soutient toutefois Juan Carlos, car il représente la chance monarchique.
- les socialistes modérés, regroupés autour de Tierno Galvan et Aranguren, tous deux anciens professeurs, qui furent exclus de l'Université à la suite de leurs prises de position. Très proches de Mendès-France et des thèses de sa « République moderne ».
- la tendance de José Maria de Areilza, comte de Motrico, aujourd'hui monarchiste après avoir été l'un des fondateurs de la Phalange. Il est probable qu'il occupera une place prépondérante en cas de démocratisation de l'Espagne. Ses éditoriaux dans ABC sont presque toujours des modèles du genre.

● **Les socialistes :**

- Le P.S.O.E. (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol). Est composé d'exilés réfugiés en France, notamment à Toulouse. Anticommuniste et à l'influence à peu près nulle, hormis dans le corps professoral de l'« Institut hispanique » de Paris.
- Le « Front Socialiste Uni Espagnol », F.S.U.E., qui tente de faire la jonction entre le groupe précédent et celui de Tierno Galvan.
- Des socialistes isolés, comme Dionisio Ridruejo, fondateur

de la Phalange et auteur, avec José Antonio, du chant phalangiste « Cara al sol ». Egalemeut Federico Carvajal et Luis Maria Anson.

● **Les communistes et assimilés :**

- Le parti communiste espagnol est bien évidemment clandestin. Son secrétaire général est Santiago Carillo, auteur de plusieurs ouvrages sur l'Espagne, en particulier « Après Franco... quoi ? » Son action clandestine dans la Péninsule n'est pas pour l'instant très évidente, car les milieux dans lesquels recrute normalement le PC sont abondamment pourvus en indicateurs de police. Ainsi de nombreux réseaux ont été découverts et démantelés, leurs membres incarcérés. Bien implanté toutefois dans les foyers de travailleurs espagnols en France.
- Les commissions ouvrières, en principe catholiques. Elles ont partie liée avec le PC, et sont assez bien organisées dans le nord, en Biscaye, notamment.
- Les prochinois : mini parti représenté à la faculté des sciences politiques de Madrid. Etant lui-même une dissidence du PC, il a une audience pratiquement utile.
- Les anarchistes : en débandade depuis la fin de la guerre civile, l'U.G.T. et la F.A.I., autrefois toutes puissantes, ne représentent plus rien.

UNE OPPOSITION VIOLENTE : LES SEPARATISTES

Mais à côté de cette opposition plus ou moins légale, qui tend en tous cas à profiter du système que le franquisme leur offre, existe une opposition clandestine souvent armée. C'est ainsi que plusieurs provinces, en particulier la Catalogne et les provinces basques, sont en rébellion ouverte contre le pouvoir de Madrid.

● **Le séparatisme catalan.**

C'était Manuel Jimenez de Parga qui écrivait en 1968 dans son livre « Atisbos desde esta Espana » : « Du point de vue géographique, l'Espagne est située en effet dans une péninsule,

la Péninsule ibérique, « entourée d'eau de toutes part, sauf du côté qui la soude au continent ». Mais du point de vue sociologique, peut-être sommes-nous un archipel, un ensemble d'îles et d'îlots dont aucune bande de terre ne relie les fragments. »

Jimenez de Parga résume en effet fort bien ce particularisme qu'éprouvent les Espagnols. Rien de commun entre un paysan basque et son homologue andalou. Pas plus qu'entre un sévillan et un grenadin. Rien d'étonnant alors qu'un des problèmes les plus importants qui se pose aujourd'hui au gouvernement soit encore les tentatives de séparatisme de certaines provinces.

Face à l'activité centralisatrice de la Castille on trouve principalement la Catalogne, c'est-à-dire l'extrême nord-est de la Péninsule, dont les gros centres sont Barcelone, Tarragone et Gérone. Il s'agit avant tout d'une région industrielle, laborieuse, qui souffre passablement de voir ses richesses partir vers les centres déshérités d'Extremadoure ou d'Andalousie. Aussi tous les moyens sont-ils bons pour donner au particularisme catalan une touche d'autonomie : faute de pouvoir infléchir le gouvernement, qui suit en cela la doctrine de José Antonio (« Je crie vive la Catalogne, car c'est une partie du vive l'Espagne ! », le « catalanisme » s'est manifesté surtout dans le domaine littéraire. Florissante avant la guerre civile (1/5 de la production espagnole), cette littérature fut réduite à néant à la suite de la victoire des nationaux : le catalan fut alors officiellement interdit. Vers 1950, le poète Salvador Espriu, la romancière Maria Aurelia Capmany forcent le mur du silence. Dès 1960, ce sont plus de deux cents titres qui sortent annuellement. Aujourd'hui, la production de l'édition catalane représente environ 6 % de la production globale espagnole. Comment en serait-il autrement, étant donné que le gouvernement lui a de nouveau laissé toute liberté. Fraga Iribarne, alors ministre de l'Information et du Tourisme, déclarait même en 1964 : « L'unité de la patrie n'est pas menacée par l'usage de la langue régionale. »

La Catalogne est aujourd'hui le refuge des idées les plus avancées — entendez de gauche —. C'est ainsi que la chanson a pris récemment le relais de la poésie engagée : tour à tour Raimon, Pi de la Serra et surtout Joan Manuel Serrat chantent gravement le peuple ployant sous le joug du totalita-

risme. La Catalogne, ou plutôt l'élite catalane, est donc mécontente. Mais cela ne va pas plus loin. Il y a peu, à Gérone, un anarchiste a été condamné à dix-huit ans de prison pour avoir placé huit cartouches de dynamite sur la terrasse d'une salle de fêtes. C'est à peu près la seule manifestation visible de mécontentement qu'il y ait eu en Catalogne depuis les désordres du couvent de capucins de Sarria, en 1966.

● Le pays basque en rébellion ouverte.

Plus grave et plus politique est l'agitation au pays basque, c'est-à-dire dans les provinces de Biscaye, Guipuzcoa Alava et Navarre. En octobre, le gouvernement déclarait que l'E.T.A. (Euzkadi Ta Aztakasuna) était complètement démantelée. Et pourtant, les attentats continuaient de plus belle. Ce séparatisme basque s'appuie sur un passé riche en histoire : à la chute du Saint Empire Romain, se constituait le duché de Vasconie, puis le royaume de Navarre, au IX^e siècle. Pendant plus de dix siècles, le pays basque allait rester indépendant. De telles habitudes d'autonomie ne se perdent pas facilement. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, il allait conserver ses « fueros », ses droits, qui jusqu'alors assuraient les libertés locales des provinces.

En 1953 était fondée à Bilbao l'E.T.A., qui fut facilement prise en main par ses éléments gauchistes. Depuis, ses objectifs sont devenus : « l'indépendance et la réunification du territoire basque, la transformation des structures économiques, sociales et culturelles, et la création d'un régime socialiste ». On le voit, il s'agit donc plus d'un mouvement politique que d'un simple front régionaliste. Dès 1961, un convoi ferroviaire est saboté. C'est le début d'une longue série, qui atteindra son apogée au début de 1968, avec des attentats à la bombe contre des casernes, des édifices publics, des syndicats officiels et certains journaux dépendant du « mouvement ». Le 7 juin de l'année dernière, deux saboteurs de l'E.T.A. tuent un garde civil. Rattrapés peu après, l'un d'eux est abattu sur place, son compagnon condamné à mort. C'est le général Franco en personne qui commue la sentence en une peine de prison à vie.

Après la levée de l'état d'exception de mars 1969, l'E.T.A.

est pourchassée par des moyens hors de proportions avec le nombre restreint des saboteurs. Toutefois cette « répression » forcenée, pour employer un mot cher à M. Krivine, a porté ses fruits : plus de cent quarante basques ont été condamnés depuis le mois d'avril ; parmi eux, un nombre important de prêtres, ce qui fait dire au journal « Pueblo », organe des syndicats, qu' « une grande partie du clergé basque a participé, et participe plus ou moins directement aux activités des organisations clandestines ».

● L'Eglise : entre la grenade et le goupillon.

Car l'Eglise espagnole, comme un peu partout dans le monde, est en crise. En mai 1966, à Barcelone, la police dispersait violemment une centaine de prêtres qui manifestaient en faveur des étudiants. Le bilan fut lourd : douze blessés. C'était la première fois dans l'histoire du régime que la police intervenait contre les prêtres. Fait d'autant plus significatif qu'il se produisait alors qu'on célébrait le 35^e anniversaire de l'incendie des couvents, quelques semaines après la proclamation de la république.

Depuis, nombreuses sont les dépêches qui annoncent l'arrestation d'un prêtre, ce qui faisait dire à un vieux journaliste espagnol : « Avant la guerre civile, dans toutes les rédactions de journaux, on cherchait à savoir si les manifestants du 1^{er} mai avaient mis le feu à quelque église. Aujourd'hui, ce qu'il faut rechercher, c'est le nombre de prêtres arrêtés par la police ». On a souvent répété, depuis la fin de la « Croisade », que le régime s'appuyait sur trois piliers : le mouvement (nous avons vu le mois dernier ce qu'il fallait en penser), l'Armée et l'Eglise. Si l'une de ces forces s'effondre maintenant, on peut penser que le franquisme perd là une de ses meilleures cartes.

Mais l'Eglise espagnole est surtout réputée pour son obscurantisme. Sans remonter pour autant aux siècles de la très Sainte Inquisition, où tout manquement aux règles religieuses entraînait un châtement, on se souvient peut-être encore du puritanisme exacerbé de l'Espagne, quand les premiers touristes la découvrirent il y a vingt ans. Tout dans l'Espagne moderne reste vouée à l'Eglise ; le général Franco, qui ne

craignait pas le ridicule, alla même jusqu'à dire au cardinal Ottaviani qu'il « avait toujours gagné ses batailles les plus importantes le jour des fêtes de la Vierge ». Ce qui faisait dire à l'excellent cardinal : « Le général Franco est un vrai catholique ! »

Il convient toutefois de reconnaître que l'Eglise espagnole est amplement dépolitisée. Et je me souviens encore d'un jeune séminariste d'un camp de la Phalange, où j'avais été invité en compagnie de Christian de Bongain, nous expliquant laborieusement que le général Franco n'était pas un dictateur, qu'il n'était que catholique, et que c'était le Christ-Roi en personne qui chaque matin guidait ses décisions... J'avoue que l'image d'Un Christ affamé, mangeant ses biscottes en compagnie du Caudillo au petit matin m'a souvent hantée.

Restons sérieux. Le problème est de savoir qui demain l'Eglise soutiendra. La Phalange pour le moment semble sur la touche. L'Opus est un épiphénomène, qui disparaîtra quand on s'apercevra enfin du peu d'intérêt des idées de Mgr Escrivà. Il est plus que probable que demain l'Eglise ne participera pas à la course au pouvoir en se réfugiant dans un apolitisme de bon aloi.

EN CONCLUSION, UNE ABSENCE DE VIE POLITIQUE

Ce qui m'a le plus frappé lors de mon séjour à Madrid fut certainement les difficultés que j'ai connues pour rencontrer des personnalités de l'opposition. Car l'opposition « à la mode européenne » n'existe guère en Espagne. A peu près tous les hommes politiques avec qui j'ai conversé se sont montrés plutôt reconnaissants au général Franco d'avoir assuré à l'Espagne plus de trente ans de paix, mais aussi persuadés que maintenant, il faudrait peut-être changer de style.

Tout est là. Le style. Le franquisme, c'est-à-dire l'espèce d'aura qui entoure les faits et gestes du Caudillo, appartient à une autre époque. Et les politiciens espagnols sont plus que jamais persuadés de la nécessité d'intégrer l'Espagne à un courant plus large, plus européen, « du dehors », aurait dit Ortega y Gasset. Ainsi chaque tendance politique essaie-t-elle de cette manière de se relier à des courants qui existent en Europe, et essentiellement en France. Car, et aussi curieux

que cela puisse paraître, notre pays est passablement admiré dans la Péninsule. Les moindres déclarations de MM. Giscard d'Estaing ou Hernu sont longuement disséquées, commentées. Rien d'étonnant alors que l'on puisse se dire sans rougir nationaliste et socialiste (comme je vous le dis), ou catholique-marxiste, comme j'ai pu l'entendre.

C'est ainsi que la tentative certainement la plus intéressante actuellement en Espagne procède du même esprit : pour l'étranger, se dire phalangiste et socialiste serait une aberration. Pour certains jeunes hommes politiques madrilènes, cette nouvelle doctrine constitue la chance de l'Espagne. L'une des figures les plus remarquables de cette tendance est M. Manuel Cantarero del Castillo, président du groupe des « anciens membres du Front des Jeunesses » composé des jeunes générations dont nous parlions plus haut.

Cette nouvelle formation politique, que j'avais classée dans le tableau des forces phalangistes le mois dernier parmi la « Phalange de gauche » est très certainement le courant politique le plus séduisant actuellement dans la Péninsule. La Phalange a en effet été, depuis ses origines, la gauche des forces du régime. M. Cantarero rappelle d'ailleurs volontiers que « les constructions doctrinales de la Phalange sont faites principalement avec des matériaux socialistes ». Ce qui est tout à fait vrai : Ramiro Ledesma Ramos, en fondant en 1933 les JONS, le seul mouvement espagnol authentiquement fasciste de l'avant-guerre, connut ses premiers succès dans les cercles anarchiques de la F.A.I., à qui il emprunta les couleurs rouge et noire, devenues depuis celles de la Phalange.

Mais laissons la plume à Manuel Cantarero : « Dans son programme de structuration économique et sociale, José Antonio combinait des ingrédients socialistes purs (nationalisation des banques et des grands services publics, notamment) avec des ingrédients socialistes à la Proudhon ou à la Bakounine (la propriété syndicale des moyens de production, l'économie syndicalisée), avec des ingrédients du socialisme démocratique (coexistence des nationalisations avec le capital privé, admission concurrente de l'industrie privée) et surtout avec son grand principe « libéral et chrétien » de la dignité et de la liberté de l'homme, en tant que valeurs éternelles

et intangibles ». Dans son discours au cinéma « Madrid » en décembre 1935, José Antonio déclarait : « Nous devons avoir le courage de faire le saut, pour passer d'un ordre économique et social qui s'écroule (l'ordre capitaliste) à un ordre nouveau et plein de promesses que l'on entrevoit (l'ordre socialiste) ». Et il affirmait à un rédacteur du journal « El socialista » : « La Phalange n'est pas autre chose que la canalisation du socialisme ». Ce n'est que par la suite, lorsque la Phalange se décida à participer au soulèvement national pour s'opposer à la révolution par la violence, que le Front populaire la présenta « comme l'expression de la réaction la plus absolue et la gardienne la plus fidèle des principes oligarchiques ».

M. Cantarero, dans le louable souci de trouver pour la Phalange une porte de sortie honorable, tente donc de concilier des tendances plus ou moins opposées comme le socialisme intelligent du type Pestana ou Prieto, avec les idées phalangistes, prises comme « unité de passé », plus que comme espoir d'un régime nationaliste. Cette tendance a assurément le vent en poupe actuellement à Madrid, et elle amène à elle des hommes politiques de grand talent, comme M. Labadie Otermin. Gageons que nous devrons bientôt revenir sur cette « Phalange de gauche ».

Voilà. Les pions sont en place. Tout va dépendre maintenant de la solidité des institutions que le Caudillo a fondées. L'Espagne est à un tournant. Demain peut-être rejoindra-t-elle dans le rang les démocraties occidentales. Ou bien une monarchie constitutionnelle verra-t-elle le jour. On se demande alors si c'est pour cela que deux cent mille combattants nationalistes trouvèrent la mort, dans les plaines désolées de l'Espagne de 1936...

Jean CHALVIDANT

Drieu La Rochelle ou la fatalité du suicide

II

(Suite de notre numéro 88)

A l'écoute de l'Europe, à l'écoute de ses amis, Drieu est aussi à l'écoute de lui-même. Et ce n'est pas ici que Drieu La Rochelle se montre le moins cruel. A la fois fasciné et repoussé par la misère de son temps, il ne pourra jamais s'en détacher complètement. Au début de son aventure intellectuelle il prétend vivre la décadence pour mieux la juguler. Gilles va au monde dans le but exprès d'édifier une forte prière moderne à offrir à ses contemporains. Mais c'est l'éternel mythe de Lorenzaccio : on ne vit pas impunément. Les mystérieux fonds cachés de la nature humaine ne pèsent pas grand-chose en rapport avec le poids de toute une société. La réalité de la vie ressemble bien plus à l'histoire de ce « bon jeune homme parti pour les îles afin de mériter sa mie et qui revient négrier, tatoué jusqu'au cœur » (24). Drieu La Rochelle assume entièrement sa situation historique : cette société d'Occident qu'il aime et récuse à la fois il va la boire jusqu'à la lie, en faire une question personnelle.

Nous voyons ainsi se dessiner un mouvement qui persistera tout au long de l'œuvre de Drieu La Rochelle. L'ancien élève de Sciences Po réalise parfaitement la vanité de son égoïsme modelé et déterminé par les divers facteurs économiques et sociaux de l'heure. Aussi réintègre-t-il sans cesse son cas particulier dans un contexte plus vaste, se prenant toujours comme cible en même temps que le monde dans lequel il vit,

se refusant à geler son jugement sur autrui dans un arrêt définitif, s'efforçant de ne pas pétrifier son propre devenir dans une attitude morte. Derrière l'analyse psychologique se profile toujours le tableau de la société, et vice-versa. Cette double préoccupation individuelle et sociale explique d'ailleurs le choix du roman et de l'essai comme moyens d'expression privilégiés. Situation à la fois contemplative et violemment critique qui avait besoin de se résoudre en une praxis sous peine de sombrer dans la dérision de l'intellectualisme courant.

L'ACTION IMPOSSIBLE

(Les années 30)

*Tu es par le prestige, ô Rudra porte-foudre,
le plus prestigieux des êtres, le plus fort d'entre les
[forts :
conduis-nous avec bonheur sur l'autre rive de l'an-
[goisse... (25)*

Rudra le père des guerriers, Rudra le dieu du courage, celui qui vainc l'angoisse, Rudra le Père ressurgit soudain dans la vie de Drieu La Rochelle au coin des Champs-Élysées et de la place de la Concorde un soir de février 1934. La troupe tire sur la foule en émeute. Au milieu des balles Drieu La Rochelle se surprend soudain à courir : « J'avais bien trop peur ». Mais la peur est enfin une certitude. Après le long relâchement des années 20, voici que le 6 février la vie se ressaisit autour d'un fait. Sac au dos, le soldat repart, et en avant pour l'action... Ou plutôt pour la fascination de l'action.

Chez un ancien combattant tout modèle d'action ne peut que se référer au souvenir de la guerre. Justement en 1934 paraît *La Comédie de Charleroi* où Drieu La Rochelle dépeint l'expérience inoubliable de sa première journée de combat. Et c'est la charge de Charleroi, le courage découvert à travers les mitrailleuses allemandes, la faiblesse et la peur vaincues dans un même élan. La scène est devenue célèbre. Cependant ce récit si souvent cité se prolonge par le détail de la débandade — française — qui s'ensuivit : « La France était battue. Je me détournai de la France, j'ai horreur des

vaincus. J'adorai les Allemands qui m'arrivaient dans le dos. C'était la défaite, c'était la déroute » (26). Ici il convient de souligner que tous les critiques sans exception, n'ont retenu de cette nouvelle que la relation du fait d'arme glorieux. Or Drieu La Rochelle lui-même semble s'être également attaché à faire ressortir son refus de se battre de façon suivie, son rejet de la discipline militaire, sa haine de la boucherie anonyme : en somme son incapacité d'être soldat. Et l'on voit le sursaut épique de Charleroi s'achever par un long vagabondage à travers champs, la tête pleine d'idées étranges : « C'est comme en 70, nous sommes battus, foutus. On va se faire ramasser. C'est idiot. Tous ces types sont des salauds, des pleutres ; il faut les lâcher. Moi je m'en vais en Hollande ». Ou encore : « Je m'en irais en Amérique, je me ferais américain » (27). Ceci n'enlève rien à l'héroïsme manifesté au moment critique, face à la mort (ce même jour Drieu La Rochelle sera blessé à la tête), mais doit nous écarter de l'imagerie d'Epinal du *poilu* se sacrifiant pour la Patrie. Pour quelqu'un qui était parti au front en rêvant de chevalerie et de corps à corps sportifs, la désillusion était fatale. La tuerie mécanisée et monotone, « cette faiblesse sordide de la guerre moderne, de la guerre pourrie », répugne profondément à Drieu La Rochelle. Il sait qu'il ne peut pas s'en accommoder. Son récit de la journée de Charleroi ressemble bien plus à celui de Waterloo par Stendhal qu'aux rodomontades barrésiennes en faveur de l'effort de guerre. C'est que Stendhal, comme Drieu, avait fait la guerre ; Barrès pas.

Malgré cela la guerre reste pour Drieu La Rochelle un moment privilégié. Réminiscence de la charge de Charleroi ? Si l'ambiguïté de cette journée ne suffisait pas à fournir une réponse définitive à la question, se dresserait encore l'image de l'enfer de Verdun : « C'est si facile de déchirer un centimètre de chair avec une tonne d'acier » (28). Condamnation définitive du bellicisme. Cependant cette guerre, même absurde, même monstrueuse, reste la seule occasion où Drieu La Rochelle a pu confondre sa propre cause avec celle de la France — et même de tout le continent. Sa souffrance avait rejoint les millions de souffrances de ses compagnons d'armes, la grande souffrance de l'Europe déchirée. Ce bour-

geois déclassé, ayant renié toute attache avec sa classe et sa famille ne pourra jamais oublier qu'il a un jour trouvé sa place dans une vaste communauté populaire. Entré en guerre avec le rang de caporal (il en sortira adjudant), Drieu La Rochelle aura ignoré le milieu faisandé des officiers : au contraire il ne voit dans l'armée que le règne de l'homme simple. Demeure la nostalgie d'un temps où l'argent et la position sociale ne déformaient pas les rapports entre individus, où face au danger les risques étaient égaux pour tous, où enfin, seul le courage établissait une hiérarchie. Et c'est l'admirable cri de Charleroi : « La noblesse est à tout le monde ». Pour cet homme qui « n'appartenait à aucun groupement, à aucune catégorie humaine », que le sentiment de solitude ne quittera jamais, la guerre est avant tout la découverte de la fraternité.

Le retour dans un « royaume d'hommes », voici donc ce qui pousse Drieu La Rochelle vers la politique. Ce militant s'apparente bien plus à un guerrier qu'au paisible citoyen conservant pieusement sa carte du parti dans son portefeuille. « Vivre plus vite et plus fort, cela s'appelle aujourd'hui être fasciste » (29). Drieu La Rochelle prétend fonder dans la paix une vie qui retrouve l'intensité et la camaraderie du temps de guerre. Tel est le premier aspect de cet engagement, aspect que Julien Benda a fort bien saisi lorsqu'il écrit : « Cette action politique capable de noblesse d'âme, Drieu croit l'avoir trouvée dans le fascisme. Mais son fascisme est bien moins un décret politique qu'une attitude morale, qui consiste dans la volonté nietzschéenne de toujours se dépasser, dans le mépris de toutes les stagnations, de tous les statismes, de toutes les jouissances paisibles, dont la démocratie lui semble le symbole » (30).

Ainsi nous voyons que cette action politique n'a pas pour but de découvrir une fraternité à *l'intérieur* de la société existante. Au contraire il s'agit de détruire un mode de vie et un milieu social avilissants : « Maintenant, je marcherai avec n'importe quel type qui foutra ce régime par terre, avec n'importe qui, à n'importe quelle condition » (31). Cette volonté de négation va en s'exacerbant tout au long des années qui précèdent la seconde guerre mondiale, le désespoir alimentant une violence grandissante avec l'imminence de

la catastrophe tant prévue. Les solutions de compromis s'excluent d'elles-mêmes. Loin d'être un ralliement à la société et à ses institutions, cet engagement en est une réfutation, c'est l'affirmation de possibilités autres. Drieu La Rochelle se met délibérément en opposition complète avec ce qui lui paraît définir une époque : les femmes, l'argent, la vie facile, trop facile, de Paris. D'où le fascisme ; d'où à la fin, en 1945, l'espérance communiste ; ces deux univers politiques étant ceux qui se situent le plus loin du mol univers occidental-démocratique-capitaliste. Bien sûr leur hétérogénéité à la civilisation européenne les condamne d'avance à l'avortement. Mais surtout par-delà les avatars historiques de la cause embrassée, l'échec politique de Drieu La Rochelle tient à une faillite générale au xx^e siècle. Un siècle où Dachau, Auschwitz et les anonymes camps de Sibérie ne plaident même plus en faveur de la démocratie... Dresde, Hiroshima, Nagasaki, sont là qui attendent toujours leur Nuremberg. Aujourd'hui, par hasard, la radio nous apprend le nom de Song My. Obstinement l'instruction se poursuit d'un procès grotesque, pitoyable, énorme — sans verdict possible. Drieu La Rochelle, entré dans la politique comme il s'était jeté dans la guerre, devait y retrouver la même impasse. La politique du xx^e siècle s'est avérée tout aussi monstrueuse et absurde que la guerre. L'élan de 1934, vingt ans après Charleroi, finira également par se perdre dans une errance sans but. Au cours d'une lettre quelque peu ingénue, Drieu La Rochelle reconnaît son erreur : « Je ne comprends rien à la politique. Je n'y ai jamais rien compris parce que je crois toujours que les gens vont faire des choses merveilleuses... » (32).

L'échec politique a également une cause personnelle assez singulière. En effet c'est par exigence d'absolu que Drieu La Rochelle a recherché un engagement militant, mais c'est aussi ce même esprit de totalité qui l'empêche d'ignorer la thèse adverse — l'existence de l'adversaire. Bien trop sensible à la relativité de toute forme de vérité, il ne peut se résoudre à devenir un partisan : « J'étais choqué par le fait que tous mes camarades qui exprimaient à ce moment leur haine contre ces furieux de l'autre bord supportaient avec une tranquille aisance d'ignorer complètement leur être » (33). Dans une telle optique, la classique opposition de la fin et

des moyens ne peut que se poser de façon insurmontable. L'œuvre de Drieu La Rochelle est emplie de ces cas limites où le héros finit par être considéré comme traître dans les deux camps, faute de s'être résigné à réduire l'accès à la vérité en un seul système d'approche. Dans une nouvelle au titre révélateur, *L'Agent double*, Drieu La Rochelle donne ses raisons : « Les idées me touchent. Elles me touchent terriblement. Les idées des hommes, ces dieux magnifiques sortis de leurs veines, ces vapeurs de sang » (34). C'est reconnaître la noblesse essentielle de toutes les grandes religions, de toutes les grandes idéologies. En rejeter absolument une, reviendrait à renier un morceau d'humanité. Cela, Drieu La Rochelle ne l'a jamais pu, pas plus en 1917 où il dédiait, par-dessus les tranchées, un de ses poèmes aux soldats allemands (« A vous Allemands... Je ne vous ai jamais niés »), qu'en 1944 où il écrivait sa *Lettre à un ami gaulliste*. Faute de pouvoir exclure autrui de sa conscience, Drieu La Rochelle se paralysait pratiquement dès le premier jour de son engagement. L'action exige un manichéisme sommaire.

Ces velléités d'action auront néanmoins eu d'importantes conséquences pour l'homme autant que pour l'œuvre. Les victoires allemandes de 1939-41 ont pu donner à croire au triomphe du fascisme en Europe. Durant quelques mois au moins ce mouvement perd donc sa qualité imaginaire pour entrer dans la catégorie des faits. Issu de la contestation d'une société étouffante, le rêve fasciste se retrouve pris au piège d'un ordre encore plus sinistre. Et, événement unique dans sa vie, Drieu La Rochelle va s'efforcer d'accepter cette nouvelle société qui s'installe autour de lui. Oubliant son inquiétude fondamentale, il devient l'un des hommes un bureau. Son amie latino-américaine Victoria Ocampo résume parfaitement cette transformation : « A mesure que son erreur politique se précisait, s'aggravait, la tension dans laquelle il avait vécu se réduisait... » (35). L'homme couvert de femmes semble bien lointain. Pour mieux tuer les spectres défaits de la jeunesse manquée, Drieu La Rochelle n'a pas hésité à réduire au silence les doutes qui l'avaient accompagné jusque là et qui l'avaient rendu si humain. Est-ce à dire que l'éternel adolescent qui avait survécu en lui cédait

définitivement le pas à un adulte résigné ? Retour à l'image lénifiante mais stérile du Père... Certains textes politico-philosophiques de l'époque tendraient à le faire penser. Par exemple jamais Drieu La Rochelle n'a été plus mauvais que tout au long des essais de *Ne plus attendre* parus en 1941. Dans *Qu'est-ce que la littérature ?* Sartre disait du Drieu La Rochelle de cette période qu'il « admonestait, chapitrait, sermonnait ses compatriotes » (36). C'est très précisément l'impression qui ressort de la lecture de ces notes de circonstance. Le ton s'y veut direct, populaire, *ouvrier* : il s'agissait d'inciter les Français à se remettre au travail après la défaite. Le style est celui d'un commissaire du peuple stakhanoviste des grandes heures staliniennes. Le résultat est désolant. En réduisant au silence ses contradictions, Drieu La Rochelle faisait peut-être preuve de maturité mais il détruisait sa veine littéraire.

...une atrocité politique rejoignant l'atrocité guerrière, une incapacité personnelle à se résoudre en un homme de parti, le tout conduisant à un fiasco littéraire : l'échec est total. L'impossibilité de l'action aura donc eu rapidement raison de la sérénité intérieure dont parlait Victoria Ocampo. L'histoire telle qu'elle se faisait dans les chancelleries et sur les champs de batailles, ne coïncidait pas avec le souci d'aristocratie et de pacifisme de Drieu La Rochelle. Cet échec politique se consomme en deux temps. D'abord en 1938, au moment de la crise tchécoslovaque, lorsqu'il devient évident qu'Hitler en est resté à la vieille politique de conquêtes. Enfin, vers 1942, quand Drieu La Rochelle réalise que l'Allemagne ne veut ni du socialisme ni de l'Europe. La première déception donne *Gilles*, son principal roman, la somme de sa vie. La seconde : *Récit secret*, son testament, et aussi, la réponse à la question formulée plus haut : « Quand j'étais adolescent, je me promettais de rester fidèle à la jeunesse : un jour j'ai tâché de tenir parole » (37).

LE SYMBOLISME DANS « GILLES »

Le ratage de l'action, s'ajoutant à l'échec de la vie affective, ne pouvait déboucher que sur le suicide, dernier avatar du Jeune Européen, celui-là même qui écrivait dès 1927 : « Il faut

draît au moins que je ne rate pas la mort, moi qui aurais raté la vie » (38). Cette marche à la mort qui sous-tend toute l'œuvre de Drieu La Rochelle, lui conférant ainsi son unité tragique, le moment est venu d'en éclairer certaines motivations moins apparentes. A l'intention de Baudelaire, Drieu La Rochelle avait élaboré un syllogisme parfait : « Pas de mystique possible à notre époque, mais aussi pas d'homme sans mystique. Donc il ne peut y avoir d'homme à notre époque, donc notre époque va au néant » (39). Cette fatalité des forces négatives provient d'un déséquilibre du monde que schématise bien l'opposition de deux personnages fort contrastés de *Gilles* : Monsieur Falkenberg et le vieux Carentan, figures dont la fixité détonne sur l'univers ondoyant qui les environne. Deux rocs curieusement anachroniques au milieu de tous ces enfants qui jouent aux jeux dangereux de la vie et de la mort. Double image du Père aussi, que Drieu La Rochelle traite de manière fort différente. Point n'est besoin de recourir à de longues démonstrations psychanalytiques pour pressentir l'importance que peuvent revêtir ces personnages dans l'interprétation de la thématique de Drieu La Rochelle.

Monsieur Falkenberg qui occupe une place prépondérante au début de *Gilles* avait déjà été esquissé une première fois à la fin de *Drôle de Voyage* sous le nom de lord Owen. La situation est sensiblement la même dans les deux cas : Falkenberg-Owen est le père fortuné d'une jeune fille que Gille(s) convoite. Seulement le Gille de *Drôle de Voyage* bat en retraite avant que le mariage ne s'accomplisse, laissant lord Owen en possession de sa fille et de son argent. Bloqué, le roman s'arrête là. Dans *Gilles* au contraire, Monsieur Falkenberg se suicide soudain, abandonnant sa fortune et sa fille aux mains du prétendant. Mais qu'est-ce exactement que ce Monsieur Falkenberg ? Drieu La Rochelle le précise lui-même : « il était tout : le travail, l'argent, l'intelligence, la Légion d'honneur... » (40). Falkenberg, le Père, est l'image de la société prise dans son ensemble. Or comment se présente Gilles en face de lui ? En imposteur : « Gilles était fort effrayé de cette entrevue, il ne doutait pas d'être percé à jour en un instant par cet homme supérieur » (41). Et sa première impulsion est de fuir, d'éviter la confrontation, tant

l'accablement qu'il en présume est grand : « Il n'était capable que d'une seule belle action, se détruire » (42). Car Gilles réalise parfaitement le néant social qu'il représente selon les critères de *l'establishment* : « Je traîne dans les bars, je n'ai pas de situation, je ne suis pas un homme qu'on épouse » (43). Dans *La Condition humaine* Malraux opposait deux conceptions de l'homme, l'une presque métaphysique, la seconde uniquement sociale. Pour Kyo : « Que suis-je ? Une espèce d'affirmation absolue, d'affirmation de fou : une intensité plus grande que celle de tout le reste » (44). Pour Ferral : « Un homme est la somme de ses actes, de ce qu'il a fait, de ce qu'il peut faire, rien autre » (45). Drieu La Rochelle est Ferral. Dans cette perspective, pas d'illusions possibles : Gilles n'a pas de prise sur la société — donc il n'est rien. Aussi pour forcer la porte de Monsieur Falkenberg, ne lui reste-t-il qu'une seule solution : la séduction. C'est par le verbe que Gilles tente de convaincre le vieillard redouté de son existence. Las : instable, impatient, doutant de lui jusqu'à l'angoisse, Gilles détruit les effets de son charme en abandonnant le terrain trop tôt. « Le point psychologique était atteint. Mais ce fut à ce moment que Gilles s'en alla, découragé » (46).

Cette situation est caractéristique de Drieu La Rochelle à plus d'un point de vue. Tout d'abord les femmes sont pour lui synonymes de richesse et il ne peut imaginer gagner de l'argent qu'en les subjugant. Cette approche superficielle de la question n'en souligne pas moins l'importance du personnage de Monsieur Falkenberg puisqu'en fin de compte c'est de lui que dépend le mariage éventuel, c'est-à-dire l'accès à la richesse, c'est-à-dire la libération de la fatalité sociale. Il est donc possible de considérer le rapport Gilles-Falkenberg comme le type même de la relation Drieu-mondanité. Monsieur Falkenberg « que la vertu rendait opaque », le Père, est bien le symbole du principe de réalité (opaque), au côté duquel Gilles, « être de frivolité », frêle feu follet, apparaît désarmé. De même Drieu La Rochelle ressemble à cet imposteur frappant aux portes de la société bourgeoise, rejeté, puis imaginant de la contraindre par la séduction — ses livres. Mais Gilles s'en va au lieu de profiter de son avantage. Et c'est Emmanuel Berl qui constate que « Drieu donne toujours

l'impression de se reprendre à la fin de ses romans, de défaire ce qu'il a fait. Il semble avoir à cœur de montrer qu'il n'est pas dupe de son propre récit » (47).

Dans *Gilles* cependant, afin que le roman puisse démarrer, il faut que le héros réussisse à faire sauter le verrou social de la pauvreté. Sa propre nature ne lui permettant pas de s'imposer à la société par la lutte ou la séduction, le romancier Drieu La Rochelle se trouve dans l'obligation d'intervenir et de faire disparaître l'obstacle en soufflant dessus. Monsieur Falkenberg se suicide. Deus ex machina. Gilles veut vivre.

Tout aussi riche de sens est l'image du vieux Carentan, sans conteste la plus belle figure que Drieu La Rochelle ait jamais mise en scène dans son œuvre. Echappé de la fresque vigoureuse d'un Giono nordique, le vieux Carentan est le tuteur de Gilles. De vieux il n'a que l'âge, en fait, survivant d'une humanité plus jeune, il a gardé toute la spontanéité de l'enfance, sa foi, son unité. C'est un être en dehors de la société, en dehors du temps, sans doute un saint « qui, dans son grenier bourré de livres, évoquait dans un concert subtil et mystérieux tous les dieux autour de Dieu » (48). Il est d'ailleurs celui qui expose les idées religieuses vers lesquelles commence à s'orienter Drieu La Rochelle en 1939 : une forme de syncrétisme dans lequel toutes les religions représentent autant de tensions imagées de ce qui appelle l'homme vers l'ineffable. Le vieux Carentan, dans sa mesure normande, est le seul point fixe sur lequel s'appuie la vie de Gilles.

(à suivre)

(24) *L'homme couvert de femmes*, p. 185.

(25) *Le Veda*, p. 147, Ed. Marabout-Université (t. I).

(26) *La comédie de Charleroi*, p. 86.

(27) *La comédie de Charleroi*, p. 91 et 94.

(28) *La comédie de Charleroi*, p. 63.

(29) In *L'Emancipation Nationale*, 28 octobre 1938.

(30) Julien Benda, *Socialisme fasciste*, in *N.R.F.*, janvier 1935.

(31) *Gilles*, p. 421.

(32) Lettre à Béloukia (1939), cité par Frédéric Grover dans son livre *Drieu La Rochelle*, p. 46.

- (33) *Histoires déplaisantes*, p. 113.
- (34) *Histoires déplaisantes*, p. 111.
- (35) Victoria Ocampo, *Le cas Drieu La Rochelle*, in *Sur*, octobre 1949, Buenos Aires, cité par Frédéric Grover dans son livre *Drieu La Rochelle*, p. 13.
- (36) Jean-Paul Sartre, *Qu'est-ce que la littérature?* p. 81 (coll. Idées). Curieusement, tous les critiques de Drieu La Rochelle, encore une fois réunis, ont reproché à Sartre son « injustice » à l'encontre de Drieu La Rochelle, se fondant pour cela sur un bref texte anonyme paru dans *Les Lettres Françaises* clandestines de mars 1943. Ce texte de polémique, outre le fait qu'il n'ait jamais été signé, ne doit pas faire oublier la mise au point de *Qu'est-ce que la littérature?* dont voici la première phrase : « Je pense à Drieu La Rochelle : il s'est trompé, mais il était sincère, il l'a prouvé ». Pour notre part nous avons été frappé par la similitude de ton entre des livres comme *La Nausée* et *Les Chiens de paille*, par les concordances multiples entre les types de personnages qu'incarnent Antoine Roquentin et Constant Trubert. Mais surtout Sartre et Drieu La Rochelle ont en commun cette tournure d'esprit que l'on qualifie sottement en France de « germanique » et qui est la faculté de pousser un raisonnement jusque dans ses déductions ultimes.
- (37) *Récit secret*, p. 11.
- (38) *Le Jeune Européen*, p. 182.
- (39) *Notes pour comprendre le siècle*, p. 112.
- (40) *Gilles*, p. 108.
- (41) *Gilles*, p. 37.
- (42) *Gilles*, p. 37.
- (43) *Plainte contre inconnu*, p. 40.
- (44) André Malraux, *La condition humaine*, p. 46, Le Livre de poche.
- (45) *La condition humaine*, p. 185.
- (46) *Gilles*, p. 106.
- (47) Emmanuel Berl, in *Défense de l'Occident*, numéro spécial consacré à Drieu La Rochelle, N° 50-51, fév.-mars 1958.
- (48) *Gilles*, p. 22.

J. CHELDON

Lénine et son centenaire

*A la mémoire de von Palen, combattant
de la Résistance aux « démocraties avan-
cées ».*

En France, le 22 avril, comme il fallait s'y attendre, tous les Partis autorisés ont commémoré avec dévotion l'anniversaire de la naissance de Lénine, fondateur du premier Etat intégralement socialiste. Le plus sérieux de nos journaux, « Le Monde » a célébré l'événement en lui consacrant entièrement plus de trois pages dans son numéro du lendemain et en nous en promettant d'autres pour son prochain Supplément Littéraire.

Il ne pouvait en être autrement, d'ailleurs, pour autant que nos « démocrates avancés » — qu'ils s'intitulent Radicaux, Démocrates-Socialistes, Sociaux-Démocrates, Fédéralistes-de-la-Gauche-Démocratique-et-Socialiste, Communistes, Socialistes-Unifiés, Trotskystes ou Maoïstes — ne poursuivent, fondamentalement, qu'un seul idéal commun. Le même aussi, en dépit des apparences, que celui de leurs concurrents, des épigones du Gaullisme, se maintenant encore à la direction du pays. En effet, le désaccord entre les uns et les autres ne porte que sur le partage final de « l'assiette au beurre »... Toutes ces équipes de politiciens de profession se relayant, pour le moment, tantôt au Gouvernement, tantôt dans une Opposition de complaisance.

C'est pourquoi, se déclarant tous « progressistes », quelle que soit leur étiquette, ils prêchent l'avènement du même Etat de leur rêve. Et la fusion à son profit des deux pouvoirs d'asservissement de l'homme par l'homme : le politique et l'économique. Assurés d'être investis personnellement de cette puissance sans limites, les promoteurs de la « Nouvelle Société » nous ménagent, sans trop s'en cacher, l'appropriation par l'Etat de la totalité des ressources, moyens et instruments de production et la distribution des biens de consommation par une Bureaucratie anonyme et vorace, se servant la première et à sa convenance...

Cependant, la répudiation des structures et de l'esprit de notre civilisation et l'introduction d'un régime de Politocratie, fondé sur l'exploitation du travail et des biens du peuple par les tenants du Pouvoir étatique, ne peuvent s'imposer autrement que par la ruse et par la force. Cela veut dire, au prix d'une insidieuse déshumanisation des rapports entre gouvernants et gouvernés.

Dans la mesure où un mandarinat politique prétend personnifier l'Etat, il va de soi qu'une fois en jeu les intérêts de cet Etat, l'éthique nouvelle implique le recours à n'importe quel moyen d'autodéfense. Y compris le recours, dès que le besoin s'en fait sentir, au crime de droit politique. Aux escroqueries et fraudes, pillages et enlèvements, tortures et assassinats... Nul ne peut s'y soustraire, sous peine d'excommunication et la perte des privilèges de sa caste. Et nul ne le désire, puisqu'il est innocenté d'avance. Car tout agissement de cette espèce, de clandestin et inavouable, devient digne d'éloges et revendiqué publiquement, grâce à un tour de passe-passe législatif. L'abrogation d'une loi réprimant un acte honteux et méprisable et la promulgation d'une autre le transformant en témoignage méritoire d'une vertu civique.

La renommée, tristement justifiée, de Wladimir Ilyitch Oulianov, dit Lénine, est due précisément à ce qu'il fut le premier à s'engager dans cette voie.

Directeur, en son temps, de l'Institut de Marx-Engels-Lénine à Moscou, le Communiste Adoratsky, dans un livre consacré à la mémoire de son maître, évoque la dramatique discussion, dont il fut témoin, entre Lénine et sa femme Nadejda Constantinovna Kroupskaïa. Elle éclata en 1908, à Genève. A l'observation de sa compagne que l'on ne pourra jamais sanctionner tous les fonctionnaires consciencieux, et par conséquent les meilleurs, qui servirent sous l'ancien régime, son mari répondit par cette profession de foi : « A chaque fonctionnaire sera posée la question : Es-tu pour ou contre la révolution ? S'il répond — oui, on l'embrigade et il nous sert à notre tour. S'il dit — non, on le fusille ! »

Plus tard, en 1917 et à Pétrograd, au lendemain de la prise du pouvoir dans cette ville par les Bolcheviks, un de leurs leaders, Kamenev, proposa d'abolir la peine capitale pour désertion. Il pensait encourager ainsi les mutineries dans l'armée et l'abandon du front par les derniers indécis. En apprenant cette sortie, Lénine éclata de rage. Il accusa son acolyte de « mélanger les torchons et les serviettes », sans prévoir la nécessité probable d'avoir à défendre un jour la « patrie socialiste »... Dès ce moment, le Parti adopta la doctrine léniniste : on ne fait par la révolution sans exterminer ses contestataires ! (1).

L'ancien Chef du Secrétariat du Sovnarkom (notre Conseil des ministres) des années 1917-1920, Bontch-Brouïevitch, dans ses souvenirs, qu'il publia un peu plus tard, nous rapporte l'un des premiers soucis de l'homme qui sera divinisé dès 1924 : « Il me faut un Fouquier-Tinville russe »... Il raconte également les craintes du dictateur de ne pas arriver à exterminer « tous les ennemis du peuple, jusqu'au dernier de leurs avortons ». Et aussi ses difficultés à trouver un Dserjinsky, vraiment capable de réaliser la « liquidation physique » de la bourgeoisie et de ses valets (2).

Le même Bontch-Brouïevitch, dans un article publié en 1934, confirma la formulation par Lénine d'un des préceptes de la morale communiste : « Oui, c'est notre

« système. Nous nous mettons en devoir de mentir, tromper, compromettre tous ceux qui ne nous suivent pas sans réserves » (3).



Aussitôt après la chute de Kerensky, le Gouvernement désigné par les Soviets s'empresse d'incarcérer l'ex-empereur et ses proches, tout en les transférant en Sibérie. Interrogé sur le sort à leur réserver, Lénine se réfère à la décision arrêtée par un autre révolutionnaire, de ses prédécesseurs, Netchaïev : « Qui faudra-t-il exterminer ? Mais tous les porteurs de ces noms que récite le clergé à la Bolchaïa Ektenia (grand office Divin) ». Puis, il ajoute pour son compte : « N'est-ce point lumineux : toute la famille des Romanov. C'est bien la solution aussi simple, que géniale » (4).

Moins de neuf mois après, dans son rôle de régicide, Lénine s'abstient de suivre l'exemple de ses précurseurs. Le courage de notre grand homme n'égale pas même celui d'une femme. De cette Elisabeth d'Angleterre, laquelle aussi renia ses propres consignes, mais laissa, du moins, se dérouler en public la décapitation d'une reine rivale...

Lénine préfère accomplir son forfait à la manière des lâches, clandestinement. Toutefois, il agit en pure perte, en faisant détruire toute trace de ses ordres. Personne ne pouvant nier leur existence, alors qu'à aucun moment ne fut relâchée la discipline « sans pardon » au sein du Parti, et que les exécutants ne reçurent que des avances.

Notons, en passant, qu'aucun des gouvernements alliés, même pas celui du roi Georges V, pourtant cousin de Nicolas II, n'entreprirent la moindre démarche pour le sauver. C'est son adversaire, Guillaume II, qui fit preuve d'esprit chevaleresque, en intervenant à plusieurs reprises auprès des soviets pour leur faire accepter l'élargissement du Tsar et son départ de Russie.

Le crime, mûri au Kremlin, devait être perpétré à

Ekaterinbourg, dans la nuit du 16 au 17 juillet 1918. Plus d'un an après l'abdication volontaire de l'Empereur, le 15 mars 1917; pour lui-même et pour son fils, encore enfant.

Ce fut le massacre à coups de revolvers et de baïonnettes de l'infortuné Nicolas II, de sa femme, de ses quatre filles, de son fils, âgé de 13 ans, de son médecin personnel et de ses trois derniers domestiques, dont une femme de chambre, qui tous partageaient sa détention... Puis, vint le tour des parents de la famille impériale, proches et lointains, arrêtés et fusillés jusqu'au dernier en d'autres endroits du pays.

Au cours de la même année, se débarrassant des derniers scrupules, le bien-aimé Ilyitch organisa « la criminalité légale ». Par décrets, dont le premier date de décembre 1917, il conféra à une Police politique secrète, la Tchéka, toutes les attributions judiciaires, avec droit de préemption, à son choix, sur n'importe quelle autre juridiction.

Une seule fois la presse soviétique publia un bilan vraiment complet de ce genre d'activités. Cela fut fait à l'occasion du 5^e anniversaire de la Tchéka-Guépéou. D'après cette révélation officielle, de 1918 à 1923, on procéda à l'exécution de près de 5 millions de condamnés à mort, dont 3.450.000 sur arrêts administratifs de la Police et 1.550.000 sur verdicts des Tribunaux « réguliers », civils et militaires (5). Tous, comme on le voit, sous le règne de Lénine.

C'est donc bien lui, le premier de tous les tyrans modernes, qui réclama et obtint la tuerie de millions d'êtres humains pour réaliser l'idéal communiste.



Le coup d'envol une fois donné, la suite se trouva confiée à Staline, un autre Père des peuples. Comme son maître regretté, et toujours sous couvert d'un intérêt supérieur du Parti, il pratiqua avec un égal succès la criminalité politique, tant clandestine, que légale.

En cachette des instances compétentes de son propre Parti, il ordonna les assassinats de Trotsky au Mexique, de Kirov à Léninegrad, de Frounze à Moscou, de Mikhoëls, dernier mainteneur de la culture juive en U.R.S.S., sur la route de Minsk, et de combien d'autres...

Non moins discrètes furent ses directives concernant « la liquidation physique » des internés dans les camps de concentration, dont les fiches devaient porter l'annotation : « A ne pas laisser sortir vivant » (6).

Rien que de 1929 à 1932 inclus, la répression durant ces seules quatre années se solda par la mise à la mort de 5.469.000 paysans, réfractaires à la collectivisation (7). Il est évident que la plus grande moitié périt précisément dans les camps de concentration.

Après l'assassinat collectif près d'Odessa et à Katyn de 11.600 officiers polonais (8), Staline tabla sur la « mort naturelle » dans les camps de prisonniers de guerre, pour faire disparaître à jamais : 70.000 combattants italiens (9), 164.000 Roumains (10) et 2 millions d'Allemands, sur les 4 millions capturés par les armées russes (11).

Quant à l'exercice de « la justice légale », à la date du 5 mars 1953, jour de la mort de Staline, elle entraîna, au total, la condamnation et l'exécution de plus de 10 millions de sans-parti et de plus de 1 million de communistes, dont 798.072 rien que pour la période de 1933 à 1937 (12).

Parmi eux, presque tous les artisans de la révolution d'octobre et fondateurs de l'Etat soviétique. Sur les 20 membres permanents du Bureau Politique du Parti, élus à tous les Congrès d'avant les « purges », il fit exécuter 19 et n'accorda qu'à un seul (Sokolnikov) 20 ans de réclusion (13).

Tombèrent victimes des mêmes assassinats judiciaires : 4 Présidents des Conseils des ministres de l'U.R.S.S.-R.S.F.S.R. et 17 Présidents de Républiques fédérales et autonomes ou de leurs Conseils des ministres. Sans compter les exécutés parmi les gouvernants des pays socialistes en Europe Occidentale (14).

On ne peut oublier, non plus, les 265 généraux et les

12.000 officiers supérieurs d'autres grades, gratifiés d'une balle dans la nuque, à la veille de la guerre et en toute légalité.



Ces chiffres incontestables accusent la perversité intrinsèque et de Lénine, et de Staline.

La nature abjecte, foncièrement criminelle de ces deux politiciens de génie leur est reconnue par la propre fille de l'un d'eux, la courageuse Svetlana Allilouïva :

« Mon père a été l'instrument d'une idéologie, qui s'intronisa en octobre 1917. Les fondements du système d'uni-parti, de la terreur, de *l'écrasement inhumain des nonconformistes* — sont *l'œuvre de Lénine*. Il est le véritable créateur de tout ce que Staline, plus tard, porta à son comble.

« *Toutes les tentatives de blanchir Lénine, d'en faire un saint sont inutiles* : 50 ans d'histoire du pays et du Parti sont là, pour nous démontrer le contraire. Staline n'a rien découvert et n'a rien inventé d'original. Ayant reçu en héritage de Lénine un régime communiste totalitaire, il en est devenu son incarnation idéale, en personnifiant le plus complètement et le plus définitivement un pouvoir sans contrôle du peuple, bâti sur l'oppression de millions de vies humaines » (15).

En dépit de cet aveu, mettant un point final à toute controverse, nos politiciens honorent toujours leurs faux prophètes et criminels authentiques. Ils se rendent en pèlerinage à Moscou, s'inclinent devant la momie de Lénine, baptisent de son nom des rues de nos villes et célèbrent le jour de sa naissance.



Tout ce qui peut désacraliser leur idole est considéré comme un sacrilège. Et, comme la fille de Staline ose le faire, et cela avec plus de savoir que quiconque, il faut tenter de la discréditer. On s'y prendra en sabotant d'une manière appropriée la traduction française de son

livre, justement autobiographique. Fort heureusement, on découvre un volontaire pour ce genre de travail, marié à une Soviétique et cryptocommuniste lui-même. Il se charge de la traduction « arrangée » du texte russe, en dissimulant son engagement politique à Svetlana Allilouïva. Ce n'est qu'une fois la besogne faite, que le personnage avoue froidement avoir trahi l'original, dès qu'il jugea utile d'atténuer les passages les plus percutants sur le régime communiste ou la personnalité intime de ses dirigeants.

Disons, encore, qu'il n'y a pas lieu d'être surpris, si, dans ce désaveu par l'auteur d'« Une seule année » de la traduction de son ouvrage, le rôle de l'éditeur n'est pas des plus flatteurs... Mais qui ne sait qu'en France, comme dans bien d'autres pays, nombreux sont ces capitalistes qui pactisent avec leur ennemi mortel. Renonçant au combat, ils se disent : aux autres de payer l'attente des « lendemains qui chantent », à nous de récolter les bénéfices du jour.

J. CHELDON.

(1) Adoratsky. Mes souvenirs de Lénine, pp. 66-67 (Moscou, 1939).

(2) Bontch-Brouïevitch. Aux postes de combat pour les révolutions de février et d'octobre, p. 197 (Moscou, 1924).

(3) Bontch-Brouïevitch. Mémoires (la Revue « Trente Jours », p. 18 de janvier 1934, Moscou).

(4) Y. Korostelev. « Lénine » de David Schoub. (« La Pensée Russe », du 9 avril 1970. Hebdomadaire de langue russe, Paris).

(5) J.-E. Cheldon. Le déficit démographique en U.R.S.S. (« La Renaissance » de janvier 1970. Revue mensuelle de langue russe, Paris). Du même auteur : A. Doubrovsky (Cheldon). La vérité sur les procès de Moscou. (« La Revue Hebdomadaire », du 7 mars 1938, p. 48. Voir début et fin de cette étude dans les nos du 30 avril et du 21 mai 1938.

(6) A. Martchenko. Mon témoignage. (Seuil, 1970). Voir également : Varlam Chalamov. Récits de Kolyma. (Denœl, 1969); E. Guinsbourg. Le Vertige (Seuil, 1967).

(7) Rapport de Molotov au VIII^e Congrès Pan-U.R.S.S. de 1939, cité d'après Jaray. Le tableau de la Russie avant la mort de Staline, p. 172 (Paris, 1954); J.-E. Cheldon. *Ibid.*

(8) M. Bardèche. Nuremberg ou les faux monnayeurs, p. 80 (Les Sept Couleurs, 1950); J. Toland. Les 100 derniers jours, p. 150 (Calman-Lévy, 1967). Sur les 11.600 massacrés, la Commission Internationale, opérant sur place à Katyn, est parvenue à exhumer, avant la réoccupation de la région par les Soviétiques, 4.143 cadavres. Voir : De Montfort. Le massacre de Katyn, p. 92 (La Table Ronde, 1966); Gründler et von Manikowsky. Nüremberg, p. 232 (Laffont, 1969).

(9) H. Michel. La seconde guerre mondiale. Tome II, p. 433 (Presses Universitaires de France, 1970).

(10) M. Bardèche. *Ibid.*, p. 72.

(11) Saint-Paulien. Histoire de la collaboration, p. 564 (L'Esprit Nouveau, 1964).

(12) W. Churchill. Le tournant du destin. Tome II, pp. 78-93 (Edition française). Le chiffre de 798.072 communistes fusillés est publié par « La Vie du Parti », d'octobre 1967, revue du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. et cité par la presse belge et par Saint-Paulien : Pourquoi j'ai perdu la guerre, p. 396 (Editions du Clan, 1968).

(13) A. Doubrovsky (Cheldon). *Ibid.* (« La Revue Hebdomadaire », du 21 mai 1938, pp. 281 et 294).

(14) A. Desroches. Les grandes purges de l'armée rouge (« Historia » de septembre 1969).

(15) Svetlana Allilouïeva. Une seule année (Harper and Row. Publishers New York and Evanston, 1969).

ERRATUM. — Dans l'article de J.-E. Cheldon dans notre numéro d'avril, à la page 65, une erreur de frappe dans le manuscrit indique l'année 1939, au lieu de l'année 1969, à propos du montant de l'épargne liquide des Français en francs lourds. L'erreur a sans doute été relevée par le lecteur lui-même. Sinon, voici la rectification faite.

Pour une réforme législative

Comme chacun sait, la Commission des lois de l'Assemblée nationale vient de présenter devant le Parlement un projet de loi visant à substituer à la vieille notion d'autorité paternelle, celle, plus moderne et plus équitable, d'autorité parentale, dans laquelle le rôle de l'épouse et de la mère se met sensiblement sur le même plan que celui du père de famille.

La libération de la femme mariée et de la femme en général s'inscrit parfaitement dans la trame de l'évolution actuelle des mœurs au sein des démocraties les plus avancées du Monde occidental. Nous pensons cependant qu'il ne s'agit là que d'une tentative bien modeste d'ajustement de la législation aux mœurs de notre époque, mœurs qui évoluent très vite comme il est aisé de s'en rendre compte. En fait c'est toute une réforme du code civil et du code pénal qui s'impose pour adapter ceux-ci à la mentalité française moderne.

Il faut bien considérer en effet que le génial créateur de la Législation qui régit, encore à notre époque, les rapports des individus et des collectivités au sein de la société française, vivait à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècles, et que, de surcroît, il était originaire d'une province où l'esprit patriarcal a toujours été, même encore maintenant, extrêmement vivace. Napoléon était un caractère antique, une figure de bronze, un romain du temps de Caton, pour qui l'autorité du « paterfami-

lias » était prépondérante. Toute son œuvre législative porte, fortement marquée, l'empreinte de cet esprit patriarcal de l'Antiquité romaine. Or nous sommes à la fin du xx^e siècle, à une époque caractérisée par la prépondérance de l'autorité de l'Etat et la faiblesse de l'esprit de famille. La famille (ou la clan) qui constituait jadis l'unité de base de la société globale, et qui était même si puissamment intégrée qu'elle constituait un « Etat dans l'Etat » s'est peu à peu effritée au cours des siècles au point que, de nos jours, elle se réduit à la notion de « couple ». Il subsiste, encore à notre époque, des particularités du code civil et du code pénal qui sont de véritables anomalies et qui ne peuvent manquer de choquer ou de surprendre un homme du xx^e siècle ayant conservé un minimum de bon sens.

Il est un point du Code civil, par exemple, qui stipule que, lors du décès d'un possédant, les héritiers naturels de ce dernier, c'est-à-dire ses enfants (naturels ou légitimes) ont droit à une *réserve*, qui représente une certaine fraction du montant de l'héritage, et cela quelle que soit la volonté, exprimée par testament, du défunt ; cette disposition est d'autant plus stupide qu'elle est assez inefficace : lorsqu'un possédant désire priver tel ou tel de ses enfants, qu'il juge indigne, de sa part d'héritage au profit des autres enfants, voire de personnes étrangères à la famille, il ne consigne pas sa volonté par testament, mais prend ses dispositions de son vivant, en effectuant, avec l'accord de son conjoint au besoin, une donation, devant notaire, à la personne qu'il désire avantager, et en se réservant s'il le désire, l'usufruit, jusqu'à sa mort ou à celle de son épouse, des biens cédés. La législation relative à la succession est ainsi mise en échec dans son esprit. Le bon sens populaire dit souvent que « la volonté d'un mort est sacrée » ; or le Code civil, qui s'incline, par force, devant la volonté d'un vivant, ne respecte pas celle d'un défunt, puisqu'il assure toujours à chaque descendant direct de ce dernier une *réserve*, nonobstant la volonté du *de cuius*. La volonté du législateur, de Napoléon en l'occurrence, était de préserver les différents patrimoines familiaux, toujours en vertu

du même attachement à l'esprit patriarcal. Une telle disposition d'esprit était parfaitement en harmonie avec la mentalité de la société française du début du XIX^e siècle, mais ne correspond plus guère à celle de notre époque où la fortune, de plus en plus, doit revenir au mérite seul de l'individu, et non à la richesse de ses parents.

Il conviendrait surtout de démystifier le terme « déshériter » qui pouvait avoir une signification dans la société bourgeoise du siècle dernier ; celle-ci considérait, sans trop oser le dire toutefois, que l'héritage était *dû* aux enfants et petits-enfants ; quelques possédants poussaient même l'esprit de « sacrifice » — si toutefois on peut user de ce terme en la circonstance ! — jusqu'à se priver du superflu et même d'une partie du nécessaire, pour thésauriser et laisser le maximum de biens matériels à leurs enfants ; en fait ils essayaient surtout de satisfaire leur ambition (un peu vaine) de prolonger leur propre puissance matérielle au-delà de la mort. On ne saurait imaginer mentalité plus bourgeoise et plus égoïste !

Cependant, nous ne sommes plus à l'époque des dynasties bourgeoises basées sur le maintien des patrimoines et des traditions familiales. La mobilité sociale (ou circulation des valeurs) n'avait jamais été aussi importante que maintenant ; en particulier les mutations des biens fonciers sont de plus en plus fréquentes. De plus en plus, l'héritage tend à représenter un don de richesse matérielle superflue, bien plus que le principal élément de base de la conservation d'un patrimoine ou d'une dynastie. De moins en moins les biens légués peuvent être considérés comme un *dû* ; ces biens en effet auraient très bien pu ne pas être conservés ou économisés par le légataire, de son vivant. Ne serait-il pas normal d'admettre, dans de telles conditions, qu'un possédant ayant des enfants, puisse disposer librement des biens dont il a la propriété ? Il peut toujours le faire de son vivant ; pourquoi n'aurait-il pas les mêmes possibilités par voie testamentaire, toujours avec l'assentiment du conjoint ?

Le terme « déshériter » signifie étymologiquement « priver quelqu'un de son héritage ». Jamais mot n'avait

sonné plus faux, n'avait été plus tendancieux qu'à notre époque. Pourquoi ne pas rayer définitivement du vocabulaire usuel ce terme chargé d'opprobre et de malédiction paternelle, méritée ou non, ce terme venu des siècles passés et lié à l'histoire de la société bourgeoise, en voie de disparition ? Un tel mot, chargé d'explosif, qui affecte la sensibilité de ceux qui l'utilisent, sous-entend « priver un enfant de quelque chose qui lui est dû ». Or il est évident que lorsque des parents se sont dévoués, corps et âme, pour assurer l'entretien et l'éducation de leurs enfants, jusqu'à ce que ces derniers aient atteint l'âge de la majorité civile, ces parents ont fait tout ce qu'ils devaient et ne sont plus tenus à aucune obligation vis-à-vis de leurs rejetons. *Au demeurant, l'Ethique chrétienne, si belle et si noble, ne considère pas comme un péché le fait de déshériter un enfant..* et pour cause ! Le Christ était bien à l'opposé de la mentalité bourgeoise ; il était même considéré par certains esprits tendancieux, comme un communiste avant la lettre !

Donc ce terme inexact et hypocrite qu'est le mot « déshériter », doit cesser de froisser notre sensibilité ; si on le remplaçait par le suivant « disposer librement de ses biens propres », notre point de vue sur les problèmes de succession se modifierait totalement et on s'étonnerait alors que le législateur ait pu imposer si longtemps le principe de la « réserve », garantie aux héritiers naturels. Comment, dans de telles conditions, ne pas comparer à des « charognards », ces fils à papa, plus ou moins ratés, qui attendent avec impatience le décès de leurs parents, pour hériter leurs biens ? De telles situations ne devraient plus exister au sein de la « société nouvelle » ?

Loin de nous la pensée de vouloir critiquer l'esprit de famille, dont la force, au cours des siècles passés, a fait fleurir les plus belles vertus civiques et patriotiques. Cependant des sentiments ne s'imposent pas par la contrainte, c'est-à-dire par l'appareil législatif. Le véritable esprit de famille doit naître d'un libre choix, d'un *consensus* unanime des membres intéressés, ce qui implique la liberté pour quiconque, de s'en affranchir, s'il le dé-

sire. Aussi la Législation en vigueur devrait-elle jouer un rôle exclusivement fonctionnel et n'imposer des obligations ou des servitudes que dans la mesure où elles sont nécessaires, avec le seul souci de protéger les faibles (enfants ou vieillards); si elle tend à imposer des obligations arbitraires et inutiles, elle prend très vite un caractère odieux et contribue ainsi souvent à faire prendre en grippe les liens familiaux, ce qui va, en fin de compte, à l'encontre des intentions du Législateur. On comprend peut-être mieux, dans ces conditions, le cri poussé par André Gide en 1895, dans ses « Nourritures terrestres » : « Familles, je vous hais ! ». Ce « mot » fit scandale à l'époque; de nos jours, il ne provoquerait plus que des réactions mitigées et insignifiantes. Certes, cette disposition de notre Code civil ne manque pas de défenseurs; selon eux, la réserve due aux héritiers naturels serait la contrepartie de la pension que ceux-ci pourraient éventuellement être tenus de verser à leurs parents, si ceux-ci étaient dans le besoin. Or, l'évolution de la société occidentale est telle que, depuis Napoléon, elle s'effectue toujours dans le sens d'un renforcement de la sécurité économique des individus : les assurances sociales d'abord, la Sécurité sociale ensuite, qui, comme on le sait, tend à se généraliser et à s'appliquer à toutes les classes de la Société, ont distribué et distribuent de plus en plus de pensions de vieillesse, de manière à garantir une existence décente aux personnes âgées; très souvent même les retraites de la Sécurité sociale sont améliorées par des retraites complémentaires. Il en résulte que les pensions à ascendant sont de plus en plus rares; la plupart du temps, elles sont versées à des personnes économiquement faibles, qui ne possèdent rien, de telle sorte que le principe invoqué de l'échange « pension à ascendant contre héritage » s'applique très rarement. Une modification du code civil, qui entraînerait la possibilité pour un possédant de « déshériter » tel ou tel de ses descendants directs, lorsqu'il n'y a pas eu versement de pension alimentaire à ascendant, serait un acte tout à fait logique. Un possédant devrait avoir le droit de vendre à des tiers, en viager, les biens immobiliers

qu
s'il
do
ren
I
tèr
po
gné
ris
elle
titr
tra
plu

I
giqu
enfa
« v
leur
ou
écon
que
tabl
plus
et f
gen
inco
et d
tion
gine
le P
Ces

(1
des
blée
quer

qu'il possède, avec l'accord de son conjoint bien entendu, s'il peut apporter la preuve qu'il est matériellement abandonné de ses enfants ou s'il ne reçoit de ceux-ci aucune rente alimentaire.

Les pensions alimentaires à ascendant ont un caractère humiliant pour ceux qui en bénéficient, et vexatoire pour ceux qui y sont contraints. Leur existence témoigne de la subsistance d'une certaine forme de paupérisme, heureusement en nette régression, et à cet égard, elles constituent une véritable plaie sociale, au même titre (sinon au même degré!) que la prostitution ou le trafic de la drogue et il conviendrait de les éliminer le plus possible!



Il y a aussi un point du Code pénal qui est à la fois illogique et révoltant : le *vol* n'existe pas entre parents et enfants ; ainsi donc un fils indigne, un chenapan, pourra « voler » impunément son père ou sa mère, c'est-à-dire leur soutirer des sommes d'argent plus ou moins fortes, ou d'autres objets de valeur, voire la totalité de leurs économies sans que les victimes aient un recours légal quelconque contre ce genre de méfait ? Il y a là un véritable défi au bon sens et il conviendrait d'y remédier le plus tôt possible. La société américaine, très rationalisée, et fonctionnelle, sans grandes traditions, a supprimé ce genre d'immunité, contraire à toute logique (1). Il est inconcevable qu'en notre *xx^e* siècle pétri de rationalisme et de science et au pays de Descartes, une telle aberration juridique puisse encore subsister ! On a peine à imaginer quels drames navrants ont dû en découler dans le Passé, sans qu'on n'en ait jamais rien su d'ailleurs ! Ces dispositions légales seraient à la rigueur concevables,

(1) Nous remercions M. Lucien Foyer, ancien garde des sceaux, président de la Commission des lois à l'Assemblée nationale, pour avoir bien voulu nous communiquer, à titre personnel, cette information.

quoique difficilement soutenables sur le plan moral, dans le cas où les enfants n'ont pas encore atteint l'âge de la majorité civile (encore précisons-nous qu'il s'agit d'enfants légitimes de parents non-divorcés) parce que dans ce cas, il subsiste une certaine symbiose économique entre parents et enfants, ce qui rend le vol difficile à mettre en évidence sur le plan matériel, et aussi parce que le père a des possibilités d'action, entre autres le droit de correction, à l'encontre de l'enfant indiscipliné. Par contre, pour des « enfants » devenus majeurs, c'est-à-dire financièrement indépendants vis-à-vis de leurs parents respectifs, pour des enfants naturels ne vivant pas avec leur père astreint à leur verser une rente alimentaire, aussi bien que pour des enfants légitimes de parents divorcés, il semble bien que la législation qui devrait être applicable, en matière pénale, est celle qui régit les rapports d'individus non-apparentés entre eux. A l'âge de 21 ans, en effet, l'adolescent devient un adulte, en ce sens qu'il rompt le dernier « cordon ombilical » qui le liait à sa famille, et devient pour celle-ci un « étranger » sur le plan économique et sociologique... et parfois aussi sur le plan psychologique ou sentimental. Les deux particularités juridiques précitées sont manifestement en contradiction avec la mentalité de notre époque, voire avec le simple bon sens. Il doit assurément en exister beaucoup d'autres. Pourquoi, par exemple, le Code d'instruction criminelle ne permet-il pas à un juge d'instruction d'entendre, sous la foi du serment, un parent d'inculpé? Probablement parce que le Législateur, soucieux de préserver au siècle dernier la cohésion de l'esprit de famille, qui était à l'époque le fondement principal de l'ordre social, et de ne pas porter atteinte au prestige de l'autorité paternelle, n'a pas voulu que des enfants pussent déposer contre leurs parents. Cependant nous n'en sommes plus là! L'esprit de famille, au sein de la société prométhéenne d'aujourd'hui se dissout comme un morceau de sucre dans une tasse de café bouillant. De plus en plus l'Etat se substitue aux parents dans l'entretien et l'éducation des enfants, ce qui tend à rendre inutile le rôle des parents, voire leur autorité. Le législateur a

également voulu respecter le secret de famille et agir loyalement à l'égard d'un inculpé, fût-il criminel ! Il semble que de nos jours, dans le cas d'une affaire grave, la recherche de la vérité doive, dans l'esprit d'un magistrat instructeur, passer avant le respect de la cohésion familiale, désormais bien faible. De plus, au risque de nous répéter, nous dirons que lorsque des « enfants » sont majeurs et qu'ils ne vivent plus avec leurs parents, la notion de « secret familial » apparaît comme très diluée et doit bien entendu céder le pas au souci de la découverte de la Vérité. Pourquoi un témoin ne déposerait-il pas contre son père inculpé si celui-ci est considéré comme une crapule par le reste de sa famille et par ses proches ? Le juge d'instruction serait toujours à même de faire les restrictions psychologiques qu'imposerait une telle situation.

On ne comprend pas non plus pourquoi le parricide soit, tout comme le régicide, si nettement distinct de l'homicide ordinaire qu'il mérite une appellation spéciale. Au siècle dernier, un parricide qui était sur le point d'être supplicié, devait endurer la section du poignet droit avant d'être guillotiné. Cette coutume barbare a d'ailleurs disparu dans le courant du XIX^e siècle, sous le règne de Louis-Philippe croyons-nous ? Il s'agissait là d'un vestige du système patriarcal de l'Antiquité. Nous pensons que ceux qui subsistent encore à notre époque subiront, à plus ou moins longue échéance, le même sort que le précédent.



Le Droit est l'expression figée ou cristallisée des mœurs, aussi bien que des valeurs culturelles, d'un pays et d'une époque ; de ce fait, il est particulièrement résistant vis-à-vis de l'évolution psycho-sociale du milieu ambiant. Dans « l'Esprit des lois », Montesquieu soulignait que l'évolution des lois suit en principe celle des mœurs ; en réalité, il y a toujours un retard considérable de la première sur la seconde.

Par contre (que le lecteur nous pardonne cette digression !) il semble bien que les grands principes chers aux Philosophes, les idées-force, soient parfois codifiés avant d'être appliqués intégralement au sein de la société : c'est ainsi que le droit d'aînesse fut aboli en 1789 par la Constituante, mais se maintint presque jusqu'à nos jours au moins dans certaines campagnes françaises ; cette tradition était inspirée par le souci de ne pas morceler un domaine et de le conserver à un descendant au moins de la famille : un propriétaire agriculteur prenait souvent ses dispositions de son vivant en donnant à son fils aîné, devant notaire, une partie de ses biens (le quart dans certaines régions du Dauphiné) ; lors du décès du père les biens restants étaient partagés équitablement (si on peut dire !) entre tous les héritiers naturels, de telle sorte que l'aîné recevait une part nettement plus importante que celles de ses frères et sœurs, en tenant compte des biens déjà cédés avant l'héritage. Dans la pratique, l'aîné conservait le domaine familial, qu'il estimait bien souvent à un chiffre inférieur à sa valeur réelle, ce qui lui permettait de ne pas avoir à donner aux autres héritiers une trop grosse somme d'argent, comme part.

Une telle coutume était courante avant la 1^{re} guerre mondiale et se pratiquait encore pendant la période d'entre deux guerres ; il est douteux cependant qu'elle ait subsisté de nos jours.

Aux Etats-Unis, la ségrégation a disparu, dans le domaine de la légalité, mais persiste de façon très nette dans la pratique. Il en est de même en ce qui concerne l'abolition de l'esclavage.

Ces grands principes abstraits sont immédiatement codifiés parce qu'ils sont élaborés en général par les superstructures de la société ; bien souvent ils sont inadéquats au Réel et c'est la raison pour laquelle les dirigeants ont tant de difficultés pour les mettre en application (On pense au mythe de l'égalité, tant prôné par les philosophes du XVIII^e siècle ; ceux-ci oubliaient malheureusement que si tous les êtres humains sont égaux en dignité, les individus ne le sont pas en général).

Le
pren
sein
bilit
avan
popu
codi

Da
les r
dirig
car

Il
faire
réfo
enco
sein
ceux
néce
com

léra

(la
poir

cienn

van

dan

ralit

dite

bien

l'Eu

pen

mon

dan

son

que
sieu
situ
l'ins
bab
à la
L

Les mœurs, par contre, suivent le chemin inverse ; elles prennent naissance à la base même d'une population, au sein des masses et sont en relation directe avec leur sensibilité. Il est possible que beaucoup de temps s'écoulent avant que des éléments nouveaux de la mentalité d'une population attirent l'attention des dirigeants et soient codifiés par eux.

Dans un cas comme dans l'autre il y a déphasage entre les mœurs et la législation en vigueur, déphasage que les dirigeants doivent s'efforcer de réduire, voire d'annuler, car il est souvent générateur de tensions regrettables.

Il semble donc que la Commission des lois pourrait faire une œuvre éminemment utile en accomplissant une réforme approfondie des textes législatifs qui régissent encore les rapports entre individus et collectivités au sein de la Société française, et plus particulièrement de ceux qui concernent la famille. Une telle réforme est nécessitée par l'évolution de la société occidentale, qui, comme beaucoup d'autres évolutions, subit la loi de l'accélération de l'Histoire. La cohésion de la cellule de base (la famille) n'a cessé de s'effriter au cours des âges, au point que le régime patriarcal, qui était celui de l'ancienne Rome, a pratiquement disparu et s'est effacé devant la toute-puissance actuelle de l'Etat. Il a survécu dans des civilisations figées, se trouvant dans des temporalités ralenties, en retard sur elles-mêmes (les sociétés dites primitives de l'Afrique noire par exemple) ; dans une bien moindre mesure dans certaines régions reculées de l'Europe méridionale, et dans cet ordre d'idées, nous pensons à l'Albanie, qui, encore pendant la 2^e guerre mondiale avait conservé le régime patriarcal à l'état pur ; dans ce pays, chaque patriarche faisait la loi au sein de son clan, sans que l'Etat s'en mêlât ; celui-ci n'intervenait que lorsqu'il y avait des différends entre deux ou plusieurs clans. C'est du moins ainsi que se présentait la situation dans les parties montagneuses du pays. Avec l'instauration du régime communiste, il est plus que probable qu'un tel régime s'est effondré, pour faire place à la toute-puissance de l'Etat.

La Corse avait également un régime patriarcal, mais

fortement atténué par la législation de l'Etat français; à ce sujet, on peut dire que la Vendetta était une guerre entre clans. En Espagne et dans d'autres pays ou provinces méditerranéens, la famille est une unité extrêmement forte.

Ces constatations permettent de penser que le maintien d'un régime patriarcal très fort risque d'entraver le développement de la société industrielle. C'est une raison supplémentaire de supprimer une législation anachronique ou désuète.

Les Députés auront-ils le courage de s'atteler à cette vaste tâche? Prisonniers de certains impératifs d'ordre électoral, vont-ils au contraire s'abstenir de prendre position et observer l'attitude de l'autruche? Un avenir prochain nous fixera à ce sujet.

Michel RIMET.

La

Su
com
bliot
été
Palai
tion.
heur
l'arti
une
lité
l'imp
que
Paul
sionc
Av
Mati
je v
qu'on
distr
ou n
graph
teurs

La Chronique des Arts

HENRI MATISSE

peintre de l'inaccompli

Succédant à l'exposition Marc Chagall, s'accompagnant comme elle d'une présentation de l'œuvre gravé à la Bibliothèque Nationale, une Rétrospective *Henri Matisse* a été organisée et présentée dans les Galeries du Grand Palais. Cette manifestation requiert toute notre attention. Elle est d'autant plus significative que venant à son heure — célébration du centenaire de la naissance de l'artiste — elle nous offre, en une juste perspective et avec une richesse documentaire exceptionnelle, une possibilité de prise de conscience de sa vraie personnalité et de l'importance de son œuvre, avec d'utiles références à ce que de récentes manifestations consacrées à Chagall, Paul Klee, Picasso, Braque... nous ont montré de la physionomie et de l'évolution de l'Art contemporain.

Avant de procéder à une analyse de l'œuvre d'Henri Matisse à partir de ses données esthétiques et techniques, je veux livrer quelques impressions premières, celles qu'on éprouve en parcourant les diverses salles où sont distribuées ses « *membra disjecta* », en cet ordre plus ou moins arbitraire, répondant aux exigences muséographiques et aux intentions particulières des organisateurs.

Réunir près de 250 ouvrages de peinture et de sculpture, représentant plus d'un demi-siècle de recherches, d'études, des créations, n'est pas une mince entreprise. S'efforçant de répondre à l'idée, plus ou moins arbitraire, que l'on peut se faire d'une carrière d'artiste, à laquelle la mort en mettant le point final confère une apparente unité, on peut adopter bien des partis. Ne pouvant tout montrer — et comment tout montrer dans une dispersion qui concernant Matisse est extrême — l'entreprise était d'autant plus problématique que Matisse de tous les artistes contemporains est probablement celui qui fut le plus complexe, non à la manière d'un Picasso avec lequel on a que trop tendance à le mettre en parallèle, Picasso artiste éclectique et, en dépit de son écriture personnelle, le plus dénué d'accent créateur, mais dans une démarche où l'intellectualité le disputant à l'impression sensible conduisit Matisse à des expériences successives, voire simultanées, qui font de son œuvre le reflet de l'art de son époque, non qu'il fut un pasticheur, un démarqueur plus ou moins habile, mais parce qu'il en a épousé quasi-spontanément les inquiétudes, les tendances dans un effort de synthèse qui, s'il ne fut pas sans choix, fut probablement sans aboutissement.

C'est bien l'impression qui se dégage de ce vaste rassemblement. Elle est telle que cherchant Matisse, puisque c'est de lui dont il s'agit, on ne le rencontre nulle part, non pas qu'il soit absent, alors qu'il est partout mais embusqué derrière chacun de ses essais, point de rencontre, disons, plus justement, pont jeté vers une certaine réalité de l'art entrevue, constamment poursuivie, probablement jamais atteinte. Cette constatation est si évidente qu'elle peut conduire à bien des opinions divergentes quant à la signification de ces tentatives si diverses. Selon leur degré d'initiation et de culture les visiteurs s'efforcent de traduire une impression à la fois inquiétante et décevante. J'ai recueilli divers propos. Pour certains Matisse fut avant tout un décorateur, qui s'est longtemps cherché avant qu'on lui proposa de réaliser certains ensembles, auxquels malade et impotent il ne put donner que des aspects assez sommaires, sorte de

gran
Pou
sion
Maz
sera
gueu
de V
Pou
capa
mori
réus
d'ap
sur
ses
peint
Bon
Ce
je cé
de s
les h
aurai
choix
dique
et de
n'est
ment
deven
donn
plum
bes c
thétic
du m
année
retra
quent
le typ
Nor
tel C
non p
pas d

grandes esquisses restées au stade d'une projection idéale. Pour d'autres, un illustrateur-né, qui trouva maintes occasions de s'employer et dont l'Exposition de la Galerie Mazarine nous révèle les aptitudes foncières; par là il serait, quoique avec des moyens supérieurs et une rigueur dans le dessin et la composition que le peintre de Vitebsk n'atteignit jamais, assez proche d'un Chagall. Pour d'autres encore, c'était bien un peintre de chevalet, capable d'exceller dans la représentation des natures mortes; aux diverses étapes de sa carrière ses meilleures réussites sont là, à partir de ces copies qu'il exécuta d'après les maîtres du XVIII^e siècle, et s'il ne se fût égaré sur des thèmes et des entreprises, qui étaient hors de ses moyens, il eût sans doute laissé une réputation de peintre intimiste, au-delà de Vuillard, plus proche de Bonnard et qui eût enchanté nos regards.

Cette dernière opinion est probablement celle à laquelle je céderais le plus volontiers, si tant est qu'il soit permis de substituer à la réalité du destin qui s'est accompli les hypothèses séduisantes se rapportant à un destin qui aurait pu s'accomplir. L'œuvre d'art est un choix, un choix spirituel qui s'offre à l'artiste, fut-il le plus méthodique, le mieux organisé, le plus conscient de ses moyens et de ses buts et l'honneur même d'un artiste créateur n'est-il pas d'être affronté à ces options qui perpétuellement le tourmentent? Mais pour moi, Matisse, ce peintre devenu grand bourgeois, œuvrant dans une ambiance ordonnée, raffinée, au milieu de ses volières d'oiseaux aux plumages versicolores, de ses plantes exotiques aux limbes déchiquetés, de ses masques nègres aux formes synthétiques, rehaussées de couleurs élémentaires, — c'est du moins l'image que nous proposent les vingt dernières années de la vie du peintre, arrivé et honoré, en sa retraite de Cimiez, et tel qu'ont pu le rencontrer, le fréquenter quelques privilégiés, — pour moi, Matisse est le type même de l'artiste moderne.

Non pas inquiet au sens où le fut Van Gogh, tourmenté tel Cézanne, passionné et perpétuellement insatisfait, non pas sensoriellement exacerbé tel que le fut Bonnard, pas davantage artiste éclectique et commode à la manière

d'un Picasso dont les réussites occasionnelles peuvent donner le change, non. Matisse fut, par excellence, un expérimentateur et par là il représente l'artiste à l'image même de son temps, de cette époque transitoire qui est la nôtre, en laquelle par suite de la démarche scientifique, des conquêtes de la technique tout est perpétuellement remis en cause, valeurs et idéaux, les moyens et les buts. Là est la raison, sans doute, de sa très universelle audience, sinon de sa juste renommée, celle d'un artiste dont l'accès n'est cependant pas facile et aux vertus duquel paraissent surtout sensibles nombre d'intellectuels esthétisants en quête de justification à leurs errances et à leurs personnelles inquiétudes. Matisse ne séduit pas, il ne conquiert pas, comme peuvent seuls le faire certains grands créateurs, se laissant rejoindre par une adhésion spontanée, intuitive, sans les nécessaires initiations qu'exige toute participation effective, profonde aux propositions du génie, qu'il se nomme Rembrandt, Velasquez, Rubens, Poussin, Watteau..., maîtres qui enchantent les doctes tout en ravissant les simples. Matisse ne peut que nous intéresser sans nous séduire, et dans la mesure même où nous sommes capables de participer à sa propre démarche, fut-elle la plus incidente.



J'en viens maintenant à l'examen analytique et critique du spectacle qui nous est proposé au Grand Palais. Il nous est facilité par la consultation et la lecture d'un très important et très beau catalogue, dont le texte a été établi par Pierre Schneider, avec la collaboration de Tamara Préaud utilisant pour l'établissement de ses notices les éléments du *Catalogue raisonné de l'Œuvre*, en voie d'élaboration par Madame Georges Duthuit. Ce catalogue est remarquable, autant par la qualité de ses reproductions en photogravure de la totalité des œuvres exposées (204 peintures, 24 dessins, et gouaches découpées, 16 sculptures et 10 œuvres diverses) que par l'intérêt de ses textes. Toutefois l'introduction écrite par Pierre Schneider, si elle ne manque pas d'aperçus justes, certains ingé-

nieux,
tique
analys
tique
gnent
de la
révolu
nes, d
pratiq
tique
nemen
dition
sieurs
tes, M
nouvel
ne s'ag
muns,
efficaci
parado
révélat
access
tardera
témoig
d'ingén
cins qu
croyant
Né le
Nice en
à dessi
premièr
prélude
tudinair
destinai
geois (s
fessions
sociale,
riode d'
passé p
des Bea
commen

nieux, participe cependant trop, à mon gré, de cette critique spécieuse qui, tout en paraissant s'attacher à une analyse objective, se perd dans les méandres d'une esthétique discutable, d'a priorismes intellectuels qui ne rejoignent que d'assez loin les réalités sensibles de l'art et de la création, donnant comme nouveautés, concepts révolutionnaires des réalisations, des notions très anciennes, de pseudo-trouvailles qui ne sont que retour à des pratiques dès longtemps éprouvées. Il s'agit de cette critique qu'infecte la notion abusive de *modernisme*, d'avènement d'un art nouveau rompant avec un passé traditionnel, cet art dont les très présents hérauts sont Messieurs Georges Mathieu et Jean Dubuffet et les néophytes, Monsieur et Madame Jourdain, emménagés en leur nouvel hôtel du 55 Faubourg Saint-Honoré. Et alors qu'il ne s'agit que de pratiques très décadentes, de lieux communs, tellement communs que pour leur rendre quelque efficacité il a fallu nous les proposer comme brillants paradoxes, truismes badigeonnés aux couleurs du temps, révélations qui ne sont que remises à jour d'antiques accessoires relégués au grenier des souvenirs. Je ne m'attarderai pas davantage à cette critique d'une critique, témoignant dans le meilleur des cas d'une forte dose d'ingénuité, pour ne pas dire de candeur, chez ces Eliacins qui découvrent l'Univers en sortant de nourrice, croyant assister à la naissance du monde.

Né le 31 décembre 1869, à Cateau-Cambrésis, mort à Nice en 1954, Henri Matisse ne commença pratiquement à dessiner et à peindre qu'à vingt ans, à la suite d'une première grande maladie qui le tint longtemps au lit, prélude aux longues immobilisations de ce précoce valétudinaire. Après des études de capacité en droit, qui le destinait à la basoche, dans une famille de petits bourgeois (son père était grainetier et droguiste), où les professions juridiques apparaissaient comme une promotion sociale, il décidait de se consacrer à la peinture. Sa période d'initiation et de formation sera longue. Après avoir passé par diverses académies parisiennes et par l'École des Beaux-Arts, dans l'atelier de Gustave Moreau, il commencera à exposer vers 1900, s'agrégeant au groupe

d'artistes qui dans la suite des *néo-impressionnistes* et par réaction allaient constituer la phalange *expressionniste*, mais au départ les ambitions du jeune peintre furent plus modérées, plus sages. Selon une discipline longtemps traditionnelle et bénéfique, il s'applique à l'étude des maîtres, s'intéressant particulièrement aux peintres français du XVIII^e siècle et, entre tous, à Chardin, pour lequel il entretient un culte; il s'en inspirera longtemps dans la composition de très nombreuses natures mortes, dont la facture ira toujours vers plus de liberté, d'économie dans les moyens, substituant au modelé en clair-obscur les valeurs chromatiques obtenues par voie de simple contraste.

Dès 1903, en contact avec Derain, Jean Puy, Camoin, Manguin, Rouault, tous anciens élèves de Gustave Moreau, Matisse s'inscrit parmi *les fauves*, cherchant, à la suite de Gauguin et d'Emile Bernard, l'éclat de la couleur par simplification des plages colorés et exaltation du ton local, mais toujours avec une certaine mesure, restant préoccupé par les passages, les valeurs d'atmosphère qu'il exprime par des fonds neutres et modulés ou par des réserves sur la toile blanche. Cette intervention des valeurs qu'on peut qualifier de *négatives*, par recours à une terminologie toute conventionnelle, le blanc de la toile ayant, quoi qu'on dise, une valeur constante variant en fonction du degré d'avancement du tableau, cette intervention est caractéristique chez Matisse, car, outre que ces valeurs ne seront jamais absentes de ses peintures les plus élaborées, elles iront avec le temps en prenant une importance de plus en plus grande, au point que cette valeur fondamentale et de contrepartie que constitue la base de départ de toute peinture, établie à partir de sa préparation initiale, finira par dominer l'économie générale de son tableau. Sur ce plan Matisse a fait très largement école et en exposant des toiles monochromes, blanches ou bleues, puis le cadre nu, puis la simple cimaise, le jeune et romantique Yves Klein poussera la gageure jusqu'à ses désespérantes limites.

Les incursions rapides dans *le pointillisme* avec la fréquentation de Signac, seront chez Matisse beaucoup plus

épis
tativ
« L
dont
y au
son
vaille
terra
Orien
avec
plus
quet,
éclata
des o
sans
ce po
sans
l'Orien
de me
man e
montr
ses ac
véritab
peintu
écrite
soleil,
Je trou
heureu
Ces dé
Nord t
Van G
ce Jap
insolubl
transcri
formes
la lumie
tres sol
Les in
des, ass
du cubis

épisodiques. En toute équité on peut considérer ces tentatives comme extrêmement faibles sinon mauvaises. « *Luxe, calme et volupté* » est un très mauvais tableau, dont rien ne rachète l'insignifiance chromatique. Puis il y aura les premiers contacts avec la Côte d'Azur, qui sera son climat d'élection et où, par relais successifs, il travaillera la plus grande partie de sa vie, cette Côte méditerranéenne qui est pour lui l'antichambre du Proche-Orient, de cette Afrique du Nord qu'il aborde, dès 1906, avec un premier voyage en Algérie et un séjour à Biskra, plus tard, en 1912-13, au Maghreb en compagnie de Marquet, de Camoin et de Morrice. C'est dans cette lumière éclatante, dans cette atmosphère limpide où le contour des objets s'affirme dans un chromatisme violent et quasi sans nuance que la vision matissienne va se préciser. Sur ce point les confidences qu'il fera à Gaston Diehl sont sans ambiguïté : « *La révélation m'est toujours venue de l'Orient. A Munich j'ai trouvé une nouvelle confirmation de mes recherches* (sa visite à l'Exposition d'Art musulman en 1910). *Les miniatures persanes, par exemple, me montraient toute la possibilité de mes sensations. Par ses accessoires cet art suggère un espace plus grand, un véritable espace plastique. Cela m'aide à sortir de la peinture d'intimité* ». Dans une lettre à Camoin, en 1918, écrite de Nice, rendant compte de son travail en plein soleil, il écrit « *Le plein midi est superbe et effrayant. Je trouve que Cézanne l'a bien rendu dans ses rapports, heureusement pas dans son éclat qui est insoutenable* ». Ces déclarations sont capitales et pour un homme du Nord très significatives. Elles répondent à celles d'un Van Gogh, qui en Provence devait lui aussi découvrir *ce Japon méditerranéen* et aborder le problème quasi insoluble d'une peinture, fondée sur la transparence et la transcription des effets de lumière diffuse modelant les formes dans un jeu subtil de clair-obscur, affrontée à la lumière méridionale, qui appelle esthétiquement d'autres solutions avec d'autres moyens.

Les incursions dans le domaine du cubisme furent rapides, assez tardives, sans dépasser jamais les expériences du *cubisme analytique*, appliqué à l'épuration des formes

par la géométrisation des volumes et la dissociation des plans. En dépit de certaines apparences, Matisse ne fut jamais sollicité par les tentatives de ce *cubisme dit de synthèse*, lequel vise à une représentation intellectuelle, à vrai dire symbolique et qui n'étant, en fait, qu'un jeu essentiellement décoratif devait déboucher sur *l'abstraction* : tentative sans issue de réduire la peinture à un pur jeu de taches de couleur, associées en fonction de leurs affinités et d'intentions absolument gratuites, en lequel s'épuisera très vite un Kandinsky et la plupart de ses suiveurs ou émules.

C'est sur ces thèmes donnés et à partir de ces expériences que se poursuivra durant quarante ans la démarche de Matisse, jalonnée par des manifestations de caractère international, son audience allant en s'élargissant, dans un divertissement à la fois très conscient et souvent très subtil mais qui, mis à part certaines réussites — *Le grand nu bleu*, 1907 — *La nature morte en rouge de Venise*, 1908 — *La nature morte en camaïeu de 1909* — *Les poissons rouges de 1911* — *Figure décorative de 1925* — *Le nu aux tambourins de 1926...* — ne représente, en définitive, qu'une tentative intéressante mais avortée de rénovation de la peinture de chevalet, dans cette tradition occidentale qui a d'autres fondements, d'autres exigences que les propositions matissiennes, lesquelles furent toujours d'ordre expérimental, à mi-chemin, prétendant élever à la hauteur d'un art accompli ce qui n'était au mieux qu'esquisses, sensibles, intelligentes, souvent bien venues, mais qu'on ne peut considérer comme d'authentiques créations.

Il faut dire un mot de Matisse sculpteur. Il est plein d'intérêt et ses recherches, car là encore il n'y a que recherches, sont en quelque sorte complémentaires et antithétiques de ses recherches graphiques et picturales. L'homme était trop intelligent, l'artiste trop sensible pour ne pas éprouver la nécessité de ces confrontations, qui le rattachaient à un univers en voie de désintégration.

Pour le reste je ne puis donner d'autres conseils à mes lecteurs : de voir et de revoir. Une telle manifesta-

tion
une
de
orga
les
fiant
effrit
mani
mod
senti
près
mer
rhéto
lunet
dent
ces C
bres
Byzar
tent
s'inte

tion (1), qui très probablement sera sans lendemain, est une occasion unique de prise de contact, d'observation, de réflexion. Et on ne peut que louer et remercier ses organisateurs de nous l'avoir proposée. A en juger par les comptes rendus de presse, pour la plupart insignifiants, mauvaises redites sur des clichés dès longtemps effrités, traduisant tout de même, ne serait-ce qu'à la manière de ces sondages d'opinion aujourd'hui tant à la mode, les réactions du grand public, j'ai tout à fait le sentiment que cette *Rétrospective Matisse* laisse à peu près indifférent un public curieux, désireux de s'informer mais que ne rejoint pas, que ne touche pas la rhétorique subtile de ce mandarin au visage épanoui, aux lunettes cerclées d'or, qui n'était ni d'Orient, ni d'Occident mais qui appartient désormais à un Pays imaginaire, ces Champs-Élysées d'Outre-Tombe, dans lesquels des ombres illustres, venues de divers horizons, d'Alexandrie, de Byzance, de Pékin, d'un Paris aujourd'hui défunt, disputent sentencieusement des problèmes d'esthétique en s'interrogeant sur le sexe des anges.

F.-H. LEM.

(1) Exposition ouverte jusqu'en septembre.

LA CHRONIQUE DES LIVRES

Jean DUTOURD, « L'école des Jocrisses », Flammarion, éditeur.

Je connais Jean Dutourd beaucoup plus par les idées politiques qu'il défend que par ses livres. La politique n'étant pas l'essentiel dans une vie, j'ai quand même lu un certain nombre de ses romans ou récits mais sans, pour autant, qu'ils me donnent le goût d'en lire davantage. Je pensais que « l'Ecole des Jocrisses » serait également l'un de ces ouvrages lus à la va-vite qui vous séduit deux heures durant par son style d'orfèvre et la fine observation des mœurs d'alentour mais qui, une fois terminé, ne vous laisse rien d'autre que le plaisir d'avoir savouré un livre bien écrit. C'est déjà beaucoup, surtout aujourd'hui alors que la grammaire subit les derniers outrages au son des trompettes iconoclastes de toutes les espèces ignares, coiffant leur imbécillité agressive à la manière d'un diadème.

Ces quelques lignes préviendront nos amis que « l'Ecole des Jocrisses » n'a rien du discours académique et que Jean Dutourd n'hésite pas à mordre en pleine chair. L'auteur a timidement qualifié son ouvrage : brochure. Si toutes les brochures allaient si loin dans la nécessaire démystification des poncifs les plus éculés soigneusement cultivés par notre société geignarde, je dresserais une statue de gloire à ce nouveau genre qui relève à la fois du pamphlet et de la polémique.

Jean Dutourd s'intéresse à un sujet dangereux : la jeunesse dont certains ont voulu faire une force nouvelle. Mais il nous met tout de suite à l'aise lorsqu'il écrit à propos de sa propre jeunesse : « Je ne distinguais que des hommes intelligents et des sots ; non pas des jeunes et des vieux » ou encore, parlant de cette ardeur juvénile et soi-disant noble, de ces « galopins indéfinissables », il lance cette formule que tous les néophytes de la contestation feraient bien de s'an-

crer dans la tête : « n'ayant rien fait, elle (la jeunesse) ne s'est jamais compromise ». Ce livre est une bienheureuse oasis au milieu de toutes les stupidités contestataires, sorbonnards ou ministérielles, qui ont pu être écrites sur la jeunesse et ses crises qui sont plus épileptiques que de conscience. Cet âge m'agace avec tous ses problèmes, ses misères qu'il agite à l'envie et « sa révolte métaphysique », c'est-à-dire douillette, élégante, encouragée par l'opinion publique et permettant de supporter commodément la malédiction de n'être pas un pauvre ».

M. Jean Dutourd est sans indulgence pour notre époque au « langage pédant-analphabète » et il recense avec délectation dans le chapitre « Langage et bêtise », suivi du « Vocabulaire chic », la plupart des expressions à la mode, signes évidents du bien-parler. Le plus obscur gendarme de campagne vous tourne maintenant n'importe quel rapport avec trois ou quatre « autant que faire se peut » et chacun se gargarise de « promotion sociale, épanouissement de l'homme ou d'options idéologiques ». Jean Cocteau constatait que, jadis, la bêtise avait droit à la parole mais que, aujourd'hui, elle s'était mise à penser et Jean Dutourd semble ajouter : à haute voix.

L'imbécile a désormais « le sentiment, grâce à la magie des mots, d'être devenu intelligent » alors qu'il ne fait que patauger avec délice dans le purin des « slogans publicitaires » ou autres formules modèles au sens unique. Comme le souligne l'auteur, « le plus piquant est que ce sont les intellectuels dits de gauche qui répugnent le plus à parler comme le peuple et qui trouvent très élégants de dire « distorsion des faits » pour mensonge ». Je suis persuadé que Flaubert n'aurait pas renié les quelques exemples suivants extraits du « Vocabulaire chic » :

— « Leadership : très beau mot exotique. Remplace avantageusement direction. Prononcer lidèrechipe.

— Assises : Syn. chic de réunion, congrès. Les assises nationales de la Charcuterie.

— Kibboutz : y passer ses vacances. Dire, au pluriel, des kibboutzim. »

Jean Dutourd a écrit un excellent livre qui tranche heureusement sur toutes les sornettes à prétentions humanitaires publiées jusqu'à présent. Sans doute ne peut-il s'empêcher parfois de manifester sa foi gaulliste mais, comme il est un homme intelligent, il sait très bien que là n'est pas le principal. « L'École des Jocrisses » nous apprend beaucoup sur nous-mêmes et sur ceux qui nous entourent bruyamment.

Jean-Paul ROUDEAU

Jacques PLONCARD D'ASSAC, « Enquête sur le Nationalisme : Joseph de Maistre », à Diffusion de la Pensée Française, 86 Chiré-en-Montreuil. C.C.P. J. Auguy 2.920.71 Bordeaux.

Jacques Ploncard d'Assac est bien connu de nos amis. Sa prodigieuse puissance de travail nous surprend si l'on songe à toutes les revues dans lesquelles il écrit, à tous les mouvements qu'il suscite et à tous les livres qu'il publie. Son talent, son esprit d'analyste n'en sont pas pour autant affaiblis et Ploncard d'Assac demeure toujours l'un des écrivains les plus lucides de notre époque. Je n'en voudrais d'ailleurs pour témoignage que ses « Lettres Politiques » (1) dans lesquelles il dissèque, tous les quinze jours, les mouvements d'idée contemporains à l'ombre de l'analyse historique et des leçons de Charles Maurras.

Son ouvrage le plus connu en France est sans doute « Doctrines du Nationalisme » (2). Il y étudie les opinions nationales de certains écrivains français ainsi que les doctrines de quelques chefs politiques comme Mussolini, Hitler ou Primo de Rivera par exemple. Il s'agit avant tout d'une étude sur les capacités, les activités ou les influences des uns ou des autres ; sur les raisons qui donnèrent naissance à l'échec ou au succès ; bref, c'est l'histoire intelligente et justement comprise de la pensée et des événements nationaux, que ce soit ceux de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne ou du Portugal.

J'ai déjà parlé du travail fantastique auquel M. Ploncard d'Assac s'astreignait. La dernière manifestation de cet effort est la création de la Société de Philosophie Politique qui « procède à des enquêtes sur les tendances de l'opinion et s'emploie à rectifier les erreurs historiques et politiques qui l'encombrent » (3). Dans le cadre de cette Société de recherche, Ploncard d'Assac a publié un premier ouvrage d'enquête nationaliste consacré à Joseph de Maistre. Le personnage et son œuvre sont un peu oubliés et ne sont encore connus que par les références qu'en font certains auteurs nationalistes. Il était nécessaire de revenir aux sources et d'étudier la philosophie de cet écrivain qui déclarait que, « après la commu-

(1) Lettres Politiques de Jacques Ploncard d'Assac, Apartado 1244, Lisbonne, Portugal. (Abonnement pour la France 50 F).

(2) Doctrines du Nationalisme, diffuseur : Diffusion de la Pensée Française, C.C.P. 2920-71 Bordeaux. (Prix 15 F, port non compris).

(3) Société de Philosophie Politique, Apartado 1244, Lisbonne 1, Portugal.

nion des Saints, je ne vois rien de meilleur que la communion des bons ». L'auteur étudie avec minutie et autorité les différents pôles de cette philosophie politique dans laquelle, à l'exemple de Bossuet, la Providence divine se taille une large part. Il n'est pas possible de résumer ce livre qui doit être lu avec attention, avec cette attention que l'on porte généralement aux choses de valeur. Ses critiques de la démocratie, ses développements sur le nationalisme et la révolution nous apportent les arguments nécessaires qui nous manquent souvent. « L'homme qui a pu en persuader deux ou trois autres et les faire marcher dans le même sens est très heureux, à mon avis. C'est une conquête formelle » (Lettres).

Jean-Paul ROUDEAU

Max GALLO, « Cinquième Colonne », Plon, éditeur.

M. Max Gallo est un historien prolifique. Il vient de publier, dans la foulée de son « Histoire de l'Espagne franquiste » une « Cinquième colonne » déjà fort controversée, et qui va me permettre un intéressant renouvellement dans la manière de « traiter » une chronique littéraire. Je m'explique.

Certains de ses lecteurs, m'empresserai-je d'ajouter que je ne souscris pas à leurs thèses, considèrent M. Max Gallo comme un historien sérieux ; à tout le moins ils affectent de le faire. D'autres pensent que ce monsieur est à l'histoire ce que M. Georges Ohnet était à l'art dramatique. Poussant plus loin, des extrémistes croient reconnaître des ressemblances certaines entre ses livraisons et celles du regretté Jean Bruce.

Ces deux écoles ayant chacune des arguments positifs, ma critique va logiquement prendre deux aspects successifs, suivant en cela la technique employée par Raymond Queneau dans l'un de ses ouvrages.

Traisons donc, pour commencer, M. Gallo sérieusement.

Cinquième colonne : ces deux mots ont connu une extraordinaire fortune politique. Il est peu de pays où ils n'aient été employés au moins une fois ces trente dernières années. Ils se sont chargés, dès leur origine, d'un contenu maléfique. Le terme de Cinquième colonne évoque dans l'âme populaire des manteaux couleur de murailles, des entrevues secrètes, des messages codés mystérieusement échangés. Pour les gouvernants, principalement ceux des pays démocratiques, la cinquième colonne a été une aubaine. Elle a joué le rôle de la franc-maçonnerie dans l'Italie fasciste, des trotskistes en U.R.S.S. celui de bouc émissaire et d'épouvantail.

Qu'en est-il réellement ?

La cinquième colonne, « *stricto sensu* », signifie l'entente secrète entre les ressortissants d'un Etat et d'un gouvernement étranger, dans le but de mettre au service de ce gouvernement l'influence dont ceux-ci peuvent disposer dans leur pays, d'occuper le maximum de postes-clé dans les rouages de leur armée et de leur état, tout cela en vue d'une guerre. Ce conflit déclaré, la cinquième colonne devra désorganiser par tous les moyens l'effort de guerre dudit pays et démoraliser les populations. Enfin, la défaite survécue, la cinquième colonne sortira de l'ombre, et, se mettant au service de l'occupant, constituera un gouvernement fantoche. Ces éclaircissements donnés, voyons la thèse de Max Gallo. Elle consiste à affirmer que toutes les personnes ayant eu des sympathies pour l'Italie fasciste et l'Allemagne nationale-socialiste constituaient une cinquième colonne, leur vœu le plus cher consistant à voir leur pays écrasé, occupé militairement, pillé économiquement.

Ce point de vue me semble dépourvu de bon sens. Ceux qui, avant-guerre, manifestaient leur soutien aux régimes sus-nommés étaient des Nationalistes. Cela signifie qu'ils luttèrent contre toutes les forces visant à la désagrégation de la Nation. Ces forces de subversion étant organisées à l'échelon international, et personne ne contestant plus que le sort d'un pays d'Europe soit dépendant de celui de ses voisins, il était normal que ces hommes, ces mouvements affirment leur solidarité avec ceux qui, dans leurs pays, avaient mis au pas lesdites entreprises de désagrégation. De plus, il était logique qu'ils sollicitent l'aide des Nationalistes européens pour leur permettre de mener à bien la même tâche dans leur pays.

Il n'était pas question pour autant de vendre les plans de la ligne Maginot à Hitler, ou la liste des perversions de tel ministre radical à Mussolini, d'autant plus que les hommes en question avaient généralement fait preuve au cours de la première guerre mondiale d'une conduite héroïque les mettant au-dessus de tout soupçon.

Que les services secrets Italiens ou Allemands aient par ailleurs acheté la complicité d'hommes d'Etat en France même ne me paraît pas étonnant, cela ne fait que confirmer les soupçons que nous inspire la démocratie, et le peu de sympathie que nous éprouvons pour son personnel dirigeant. Mais cela n'est pas tout. Depuis vingt ans on s'acharne à nous faire croire que les chefs fascistes d'avant-guerre n'étaient que de vulgaires brutes galonnées, suivies par quelques chômeurs stipendiés, et totalement dépourvus de la moindre influence. Pour les besoins de la cause, et pour renforcer la crédibilité de son œuvre, Max Gallo leur prête subitement un éclat extraordinaire, des troupes nombreuses et enthousiastes. La poignée de fous complotant dans une chambre de bonne se

tran:
l'Eta
une
aura
tude
Ve
Gall
que
plon
« r
« M
mor
La
titre
don
l'éci
lége
telle
de
P
des
pui
d'es
tiqu
tiqu
qua
cri
bie
l'
étr
lur
rai
roi
(
me
co
pé
ap
ex

Al

vi
rc

transforme, par quelle magie, en un péril redoutable pour l'Etat et la république. Nous ne nous attendions pas à trouver une attitude logique chez des historiens démocrates; ils auraient pu avoir la pudeur d'être homogènes dans leurs attitudes.

Veillons maintenant à satisfaire ceux qui pensent que Max Gallo manque parfois de sérieux. Je serai plus à l'aise, fort que je suis de l'appui d'un austère critique du « Monde Diplomatique » qui qualifie l'ouvrage en question de l'épithète « romanesque ». Sachant que la litote est de rigueur au « Monde », je serais, à la place de M. Gallo, positivement mort de honte.

Le manque de sérieux de Max Gallo s'étale dans le sous-titre de son livre : « et ce fut la défaite... ». Il sous-entend donc que la cinquième colonne est la principale raison de l'écrasement de la France en 39-40. Voilà qui est pour le moins léger : appliquée à d'autres événements historiques, une telle méthode pourrait par exemple faire découler la défaite de Waterloo d'un rhume de cerveau de Napoléon.

Persévérant, Max Gallo amalgame sciemment ceux qui pour des raisons sordides, vendaient des renseignements à des puissances étrangères, et méritaient effectivement le peloton d'exécution, et des hommes sincères que leurs positions politiques avaient entraîné à soutenir des pays mettant en pratique une doctrine similaire à celle qu'ils prônaient. Cela, quand l'indépendance nationale est préservée me paraît un crime bien mince. D'autres, en ce temps-là et depuis, ont fait bien plus grave sans être jamais sérieusement inquiétés. Si l'« intelligence » idéologique ou autre, avec des puissances étrangères était dans notre pays, punie de mort, il y a belle lurette que MM. Waldeck Rochet, Duclos et consorts ne feraient plus profiter nos compatriotes de leur accent du terroir.

Que Max Gallo ne se désespère pas de mes critiques. Si, à mon avis, son avenir d'historien considéré est gravement compromis, il pourra toujours exercer ses talents dans des périodiques qui font subir à l'actualité le traitement qu'il applique à l'histoire : France-Dimanche et Ici-Paris, par exemple...

Christian de BONGAIN

Alain GUERIN, « Les Commandos de la guerre froide », Julliard, éditeur.

Le fait est là. Cinquante ans après la révolution d'octobre, vingt-cinq ans après l'occupation des pays de l'est par l'armée rouge, la résistance continue, sous des formes multiples :

attentats en Yougoslavie, foyers intermittents de guérilla en Ukraine, « samizdat » en U.R.S.S. Sans compter les multiples organisations de réfugiés, toutes très actives. Il y avait un livre à écrire là-dessus. Celui d'Alain Guérin dégage cependant un étrange fumet.

Son érudition n'est pas en cause. Il connaît son sujet; tour à tour défile sous sa plume les organisations de lutte antibolchevique d'U.R.S.S. : N.T.S., U.P.A., des pays satellites, des oustachis croates aux « frères de la forêt » lettons; ainsi que les aides et les subsides qu'elles obtiennent de divers pays occidentaux. Les mouvements Nationalistes d'Europe et les liens qu'ils entretiennent avec ces organisations n'échappent pas non plus à son œil exercé.

Les sources de cette érudition nous paraissent beaucoup plus suspectes et aussi la manière qu'a Alain Guérin d'amalgamer sciemment des hommes, des événements n'ayant aucun lien entre eux; ne parlons pas de la prodigieuse discrétion dont il fait preuve sur ses activités extra-littéraires: par respect pour Clio, précisons donc à sa place.

Alain Guérin est communiste. Il est même l'un des journalistes en renom de la presse moscoute. Pas question pour lui d'avoir la moindre faiblesse pour le printemps de Prague, ou pour les timides velléités d'indépendance de la Yougoslavie, non, M. Guérin est soigneusement dans la ligne. Cela n'est pas sans entraîner des réflexions. On peut se demander si M. Guérin fait abstraction de ses opinions pour traiter un sujet aussi délicat que celui des organisations anticommunistes des pays de l'est, ou s'il accomplit sa tâche sur ordre. La lecture de son ouvrage fournit, à mon humble avis, une réponse fort claire: M. Guérin se conduit en toutes circonstances comme un honnête contractuel de la guépéou.

Voilà qui est fort triste. Il y a cependant pire. L'ouvrage en question se fonde uniquement ou presque sur des rapports de police et des comptes rendus d'interrogatoires en provenance directe d'U.R.S.S. ou de ses satellites.

On voit d'ici toute la rigueur, toute l'honnêteté du procédé: en 1938 M. Guérin aurait rendu compte sans sourciller des procès de Moscou, pris le monde à témoin de la magnanimité du ministère public soviétique, et accepté pour argent comptant les aveux francs et sincères des accusés.

En publiant un ouvrage qui montre les militants antibolcheviks sous les traits de gangsters à la solde de la C.I.A., désireux uniquement de ravager et de détruire leurs patries, M. Guérin ne fait pas œuvre d'historien, mais de militant. Certains, au vu de ses sources d'information, pourraient même dire de flic.

Christian de BONGAIN

« LE
par l
bulle
700
honn
Pro
tian
est
polit
(1
Mon
(Sup

« LE PANEGYRIQUE DE SAINT LOUIS, ROI DE FRANCE »,

par le Cardinal Pie, vient d'être réédité dans un numéro du bulletin littéraire « Lecture et Tradition », à l'occasion du 700^e anniversaire de la mort de celui qui est le « modèle des hommes, modèle des Rois ».

Préfacé par l'historienne Marie-Madeleine Martin et M. Christian Lagrave, jeune auteur contre-révolutionnaire, ce numéro est un témoignage, une exhortation et une arme du combat politique et religieux.

(1 exemplaire, 5 F « Lecture et Tradition », 86-Chiré-en-Montreuil, C.C.P. 260-89 H Limoges).

(Supplément au n° 22 — mars — de « Lecture et Tradition »).

La revue de presse de Yann Beuzec

Action Nouvelle (mars-avril, n° 22), « La Tour d'Ivoire », Le Port-Marchand, 83-Toulon, Jean Reimbold, dans son éditorial, estime que la crise de l'Occident se manifeste par « la paresse des hippies, la contagion de la drogue, la pornographie, la contestation. Tous ces phénomènes sont liés : la drogue détruit le corps, la pornographie détruit l'âme, la paresse détruit l'énergie, la contestation détruit les structures sociales. »

En somme, on dit aux étudiants qui veulent travailler : « mettez les trublions à la raison ». Et comme les trublions gauchistes ont casques, matraques et barres de fer, le seul moyen qui reste aux étudiants sérieux est d'adopter eux-mêmes casques, matraques et barres de fer. Après quoi la radio gaulliste parle d'affrontements entre « groupes extrémistes ».

Mais attention ! Réduits à se battre pour pouvoir travailler, les étudiants sérieux comprendront vite les vertus de la force. Et par la faute du gaullisme, une fois de plus, il n'y aura plus d'autre solution que brutale. Dans quelques mois, dans quelques années, face aux organisations subversives, nous n'aurons plus d'autre choix qu'une organisation aussi puissante, aussi structurée, aussi militarisée. En termes clairs cela s'appelle le fascisme.

A noter aussi, dans ce numéro, un bon rappel des bagarres qui secouent l'Université dans son ensemble.

Militant (n° 28, 1, rue Cassette, Paris (6^e)), Jean Castrillo y donne la suite de sa longue et fort pertinente analyse du livre de Maurice Bardèche « Sparte et les Sudistes ».

Pierre Pauty, faits à l'appui, prouve le non-sens de l'orientation actuelle de l'Education Nationale.

Pierre Bousquet fournit un compte rendu de l'Assemblée Constitutive (21 et 22 mars) du Parti National Populaire (85, rue Rambuteau, Paris (1^{er})) qui aura pour organe « l'Unité Française ».

Enf
n'exis
l'âge)
« règ
pron
toral

Ag
31 m
térise
Laos
et de
judic

Le
trali
plus
Fran
cess
men
de la

— 11
Da
note

Da
grès
fusé
dent
des
bon
les
rais
nist
péri
ou
Kou
qu'
ont
ont
inte

L
cet
est
nat
déc
qui
pra
l'un
J

Enfin Jean Denipierre démontre que le suffrage universel n'existe nulle part (ne serait-ce que par la sélection fondée sur l'âge) que de toute façon il est condamnable car il est le « règne de l'argent ». En outre « n'importe qui ne peut se prononcer sur n'importe quoi » tandis que le système électoral démocratique le demande.

Aginter Presse (rua de Campolide, 27 A/B, Lisbonne, 1), 31 mars 70, n° 57. Dans son esprit synthétique, qui le caractérise Aginter Presse étudie la situation au Cambodge, au Laos, à Chypre et tire les leçons des détournements d'avions et des enlèvements de diplomates. Pour le Laos, on y rappelle judicieusement :

Le Laos nous fournit un exemple édifiant du « mythe neutraliste ». La neutralité du Laos avait été garantie par les plus grandes puissances, les U.S.A., l'U.R.S.S., la Chine, la France, l'Angleterre ; elle n'a jamais été respectée. Elle n'a cessé d'être violée, d'abord secrètement, et à présent ouvertement par les communistes qui non seulement avaient promis de la respecter, mais aussi de la garantir.

— 15 avril n° 58.

Dans une étude sur la situation actuelle de l'U.R.S.S., à noter ce passage :

Dans un document fameux intitulé « Réflexions sur le progrès, la coexistence pacifique et la liberté individuelle », diffusé sous le manteau en U.R.S.S. et largement publié en Occident à la fin de 1968, A.D. Sakharov, membre de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. qui passe pour être « le père de la bombe H soviétique » a dévoilé des statistiques effarantes sur les atrocités staliniennes, et nous avons d'autant moins de raisons de les mettre en doute qu'il s'agit d'un « bon communiste » : « au moins 10 à 15 millions de soviétiques, dit-il, ont péri dans les chambres de tortures de la NKVD, martyrisés ou exécutés, ainsi que dans les camps pour Koulaks ou sous-Koulaks et leurs familles.. » Et plus loin il ajoute : « Rien qu'en 1936-1939 plus d'un million 200.000 membres du parti ont été arrêtés, soit la moitié des effectifs ; 50.000 seulement ont retrouvé la liberté, les autres ont été torturés dans les interrogatoires, fusillés (600.000) ou ont péri dans les camps ».

L'écrivain soviétique Andreï Almarik fait remarquer que si cette élite professionnelle manque de vigueur à s'affirmer, cela est dû à de nombreux facteurs dont « en premier lieu, l'Élimination des hommes indépendants et actifs pratiquée depuis des décennies. Il en résulte, dit-il, une grisaille et une médiocrité qui ont recouvert toutes les couches de la société ». On a pratiqué la suppression pure et simple des élites naturelles, l'uniformisation de la société par l'élimination des chefs.

J'y ai lu aussi avec intérêt une étude sur le génocide des

Tatars (45 % de morts en exil), une synthèse sur la situation du Dahomey et du Guatemala après l'assassinat de l'ambassadeur allemand. A ce propos, Aginter note que « le Gouvernement allemand n'a exprimé aucune réprobation à l'encontre des assassins qui sont tout de même les premiers responsables » !

L'Afrique du Sud est une Nation industrielle accomplie. On a dit que « Johannesburg était le seul vrai complexe industriel au sud de Milan ». Le développement s'inscrit dans quelques chiffres : l'Afrique du Sud comprend 6 % de la population africaine, mais ces 6 % assurent 25 % de la production totale du continent, 40 % de la production industrielle, 20 % des exportations et 18 % des importations de l'Afrique entière. Elle dispose de 50 % des téléphones en service, 50 % du parc automobile, 50 % de l'énergie électrique. Elle assure aux peuples noirs appartenant à sa souveraineté le niveau de vie de très loin le plus élevé d'Afrique puisqu'il atteignait en 1967, 594 dollars comparés aux 290 dollars du Gabon et aux 45 dollars du Burundi, la Libye étant en situation particulière avec très peu d'habitants et des « royalties pétrolières » faussant totalement les données élémentaires de l'économie. Enfin l'Afrique du Sud forme davantage d'intellectuels que n'importe quel pays du continent et assure aux sud-africains la meilleure situation sanitaire avec un médecin par 1.900 habitants. Le résultat c'est, selon la formule d'un journaliste américain, que chaque année « des milliers d'africains votent avec leurs pieds » et vont en Afrique du Sud prendre leur part de la prospérité économique.

Le problème pour le gouvernement de Pretoria est de faire cohabiter et progresser harmonieusement ces différentes communautés. Il ne se pose point ici en termes de colonisation ou de décolonisation. Le « droit du premier occupant » est même en faveur des européens ; lorsque les premiers d'entre eux débarquèrent au Cap de Bonne Espérance en 1652, seuls quelques Hottentots et Bochimans, tribus primitives en voie de disparition se trouvaient dans le pays. Les Bantous commençaient à peine leur migration vers le sud à partir de l'Afrique Centrale. Les Européens furent donc dans les temps modernes les premiers habitants du pays.

Elsa (B.P. 81/R2, Strasbourg). Voici, paraissant tous les deux mois, un journal bilingue d'Action Alsacienne et Lorraine-thioise qui prône une Europe Fédéraliste. Dans le n° 3 (mars-avril 1970), j'ai remarqué une « Petite Histoire de l'Alsace » et aussi une bonne analyse de Pierre Anshelm « Le centralisme français et l'Alsace ». A propos du découpage des régions, on y lit :

La
man
don
nonc
elle
puis

Le
à ign
volon
coex
mal
et u
on p
les
les
cept
d'en

Le
ris,

De
tain

Pe
delà
mon
elles
prof
exis

U
doss

La

— M

De
app
larg
poli

D

sign

leil

et

par

con

●

tho

d'u

La Bretagne a été amputée de la Loire Atlantique, la Normandie brisée en deux régions, et aucune possibilité n'a été donnée à la partie germanophone de la Lorraine de se prononcer sur son éventuelle réunion à la région Alsace à laquelle elle se rattache par la langue, la culture et les traditions.

puis :

Le régionalisme tel qu'on le conçoit en France continue donc à ignorer la réalité ethnique et le citoyen français, qui admet volontiers que les Suisses romands et les Suisses alémaniques coexistent sur un pied d'égalité dans un même Etat, aura du mal à reconnaître qu'il y a la même distance entre un Savoyard et un Alsacien qu'entre un Genevois et un Bâlois. Si même on parvient à admettre que la langue française n'est pas pour les Alsaciens un moyen d'expression aussi naturel que pour les Parisiens, les Normands ou les Champenois, on n'en acceptera pas pour autant que l'Alsace bénéficie d'un système d'enseignement particulier.

Le Défi (19, rue des Prêtres, Saint-Germain-L'Auxerrois, Paris, (1^{er})), avril 1970, n° 4.

Dans ce journal strictement réservé aux abonnés, le capitaine Pierre Sergent expose sa tactique.

Pour « faire passer nos idées », c'est-à-dire les répandre au-delà de nos milieux traditionnels, nous devons donc **pour le moment**, soit utiliser les occasions de la grande presse quand elles se présentent, soit nous exprimer dans les publications professionnelles, religieuses, culturelles ou même sportives qui existent en très grand nombre autour de nous.

Utilisant des éléments d'Aginter, ce numéro présente un dossier : « Les Chinois rouges en Europe ».

Lectures Françaises (27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris (6^e)).
— N° 156, avril 1970.

Dans « M. Pompidou et les Juifs » on lit : Ceux-là mêmes qui applaudissaient la politique gaulliste lorsqu'il s'agissait de larguer l'Algérie ont été particulièrement féroces contre cette politique quand elle dessert Israël.

Dans la rubrique si riche « Le saviez-vous ? » H. Coston signale que la F.A.N.E., le R.E.L. (tendance Gérard), le « Soleil » et « l'Œuvre Française » de P. Sidos, l'éditeur Desroches et enfin Pinatel furent cambriolés. « On » leur déroba en particulier leur instrument de travail : leur fichier. Coston conclut :

● C'est pourquoi nous stigmatisons la conduite et les méthodes d'un petit groupe d'individus, agissant pour le compte d'une organisation **nationale**, dont les exploits relèvent du

gangstérisme pur et simple. Cette fois, ce ne sont pas des banques qui sont attaquées et pillées, mais des groupements et des journaux nationaux. Contrairement à ce que l'on a cru, au début, il ne s'agit pas d'adversaires politiques : les « casseurs » connaissent trop bien les lieux et les habitudes des victimes pour qu'il ne s'agisse pas d'« amis ».

● La police, sur plainte des intéressés, a ouvert une enquête. L'opinion des victimes comme celle des policiers est formelle : les **bénéficiaires** de ces opérations cherchent, d'une part, à réduire au silence les victimes en les privant de leurs moyens de propagande et en les coupant de leurs amis, d'autre part, à constituer un très important fichier de **nationaux** en vue du lancement d'un mouvement ou d'un journal. En disposant, au départ, de plusieurs dizaines de milliers d'adresses de militants et de sympathisants, dont la réunion représente plusieurs années de travail pour ceux qui les possédaient, « on » peut évidemment tenter de « coiffer » l'ensemble de ce qu'il est convenu d'appeler le « **parti national** ».

● Le tout est de savoir si les bénéficiaires de ces cambriolages auront la possibilité d'utiliser machines et fichiers. En admettant qu'ils échappent quelque temps à la police, il est probable que les nationaux qu'ils vont démarcher, solliciter, contacter se méfieront de gens qui font preuve d'une aussi complète absence de scrupules. Les personnes qui recevront, ces jours-ci ou dans les mois à venir, une prospection en faveur d'un mouvement ou d'un journal « national » auquel ils n'auront pas communiqué leur adresse vont se montrer très circonspects. S'ils remarquent que leur adresse peut provenir du fichier de l'un des groupes ou journaux cambriolés, ils ne manqueront pas d'alerter la victime présumée.

Par « Partis et Journaux », nous apprenons que :

● Nous avons parlé, cet hiver, de la tentative d'union des mouvements nationaux faite par le **Centre de Ralliement National**, animé par M. Holeindre. Bien que nombre de groupes se soient retirés ou aient refusé de participer, un nouveau mouvement a été fondé : le **Parti National Populaire**. Sa première assemblée générale s'est tenue à Paris les 21 et 22 mars dernier. Les **Jeunesses Patriotes et Sociales**, de M. Roger Holeindre, et les membres du **R.E.L.** (tendance Venner) en sont les éléments constitutifs. Le journal mensuel **Contrepoison** (directeur : Roger Holeindre) a disparu au profit du nouveau journal **Unité française**, organe du **P.N.P.**

L'Ordre Nouveau, dont les réunions ont été interdites annonce qu'il poursuivra son action malgré les mesures gouvernementales. Ses principaux animateurs sont : M^e Galvaire, avocat parisien, qui fut candidat tixieriste dans le **XV^e** arrondissement de Paris en mars 1967, M. Alain Robert, naguère à

Occident-Université, M. Claude Joubert, journaliste, qui fut l'adjoint du capitaine Sergent au journal **Le Défi**, M. J.-M. Kal-fèche et J.-P. Cohen.

● Le mouvement de M. Pierre Sidos, **L'Œuvre française** (4 bis, rue Caillaux, Paris (13^e)), poursuit son implantation en province, principalement dans le nord et dans l'ouest. Remplaçant le bulletin ronéotypé qui était son organe de liaison, **Le Soleil**, tiré en offset, paraîtra deux fois par mois à partir d'avril. Il sera diffusé par les sections et vendu à la criée par des volontaires aussi bien à Paris qu'en Province. **Le Soleil** mettra l'accent sur les menées gauchistes et sionistes dans l'université et dans les classes moyennes.

Dans un autre ordre d'idée, H. Coston nous avertit que :

● **Tribune juive**, l'hebdomadaire des communautés israélites de France, a publié le 16 janvier un éditorial qui n'a pas fini de faire des vagues, comme on dit. Sous les initiales de son directeur, le rabbin J. Grunewald, qui préconise « **une attitude de dignité et de vigilance** », cette publication imprime textuellement : « Nous suggérons que lors des manifestations patriotiques et des cérémonies du souvenir, les synagogues ne lancent plus d'invitation aux membres du Gouvernement et à tous ceux parmi les élus de la Nation qui n'auront pas fait connaître leur opposition à la politique actuelle du Gouvernement (...). Nous suggérons aussi que la prière pour la République que nous récitons chaque semaine dans nos synagogues soit modifiée (...). Ainsi par exemple dans le 4^e paragraphe, le mot « conserve » devrait-il être remplacé par « retrouve » : « Que la France jouisse d'une paix durable et qu'elle **retrouve** son rang glorieux parmi les nations ».

L'Europe Combat : (83, rue Th.-Van-der-Elst, Bruxelles). N° 16, avril 1970 : L'organe du R.S.E. est surtout axé sur les problèmes belges mais on y lit aussi, en particulier :

Gérard Nicoud, chef des petits commerçants et artisans des régions françaises, a vu que le grand capital international ruinait les petits commerçants. Il a bien saisi que toutes les initiatives gouvernementales en matière de salaire indirect ruinait plus qu'elles ne payaient.

Et il est parti en guerre. Une guerre avec barrages sur les routes et autres péripéties. Lui également vient d'être jeté en prison. Nicoud en prison, l'Express, l'hebdomadaire capitaliste par excellence, l'hebdomadaire du radical Servan-Schreiber, se gausse de lui. C'est le plus beau compliment qu'ait jamais reçu Nicoud.

Bravo Gérard Nicoud pour ton courage : les travailleurs de toute l'Europe te soutiennent.

Service de Presse des Réfugiés Européens (Maeger Scorrelaan 10, 8300 Knokke, Belgique). 24 avril 1970, n° 380. A l'occasion des contacts que prend Willy Brandt avec Varsovie, les Polonais en exil entrèrent en rapport avec les Allemands expulsés des territoires occupés actuellement par la Pologne.

Lors de ces conversations qui se tinrent à Londres, le problème de l'Oder-Neisse fut également abordé. La plupart des Polonais présents optèrent, avant toute chose, pour des contacts directs avec les dirigeants des expulsés est-allemands. Un seul — et notamment un représentant du gouvernement polonais en exil — estima que la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse était question « prioritaire ». Les autres délégués polonais déclarèrent, qu'en contrepartie de la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse, le gouvernement fédéral devrait, à tout le moins, exiger la réunification des deux Allemagnes. Une des personnalités les plus marquantes de l'exil polonais en Grande-Bretagne, alla même jusqu'à dire que la reconnaissance de la frontière litigieuse devrait être barrée de la liste des revendications de l'exil polonais, étant entendu que cette reconnaissance équivaldrait à une ratification pure et simple des expulsions de masse telles qu'elles furent pratiquées, dans les territoires incriminés, au lendemain de la dernière guerre. Ce même porte-parole eut la franchise d'avouer qu'il n'était pas seul de cet avis.

EVREUX — Imprimerie H. DEVE & Cie N° 954

Le gérant : Maurice BARDECHE

CHIQUE SEMAINE, LISEZ

RIVAROL

l'hebdomadaire de l'opposition nationale et européenne

en vente partout : 2,50 F

SPECIMEN SUR DEMANDE

354, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er})

CONNAISSEZ-VOUS

ECRITS DE PARIS

la revue des questions actuelles ?

—:—

Spécimen gratuit sur demande

354, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er})

—:—

Extrait du catalogue des Editions des Sept Couleurs

68, rue de Vaugirard - Paris (6^e)

A C T U A L I T E

François DUPRAT. — Histoire des SS	27,00
B. de VIGNACOURT. — L'Agriculture soviétique de Lé- nine à Brejnev	10,50
Pierre FONTAINE. — L'aventure algérienne continue ..	10,50
Pierre FONTAINE. — Où mène le gaullisme?	7,50
Robert ANDERS. — L'Afrique australe	15,00

ŒUVRES DE ROBERT BRASILLACH

Poèmes de Fresnes	7,50
Lettre à un soldat de la classe 60	7,50
Chénier	6,00
Les Quatre Jedis	épuisé
Domrémy	20,00
Lettres écrites en prison (1944-1945)	15,90

ŒUVRES DE PAUL RASSINIER

Le véritable procès Eichmann	18,00
Le Drame des Juifs Européens	18,00

ŒUVRES DE PIERRE FONTAINE

Alerte au pétrole franco-saharien	15,00
Le Pétrole du Moyen-Orient et les Trusts	15,00
U.R.S.S.-U.S.A.	15,00
Abd-el-Krim, origine de la rébellion Nord-Africaine	15,00
Enquêtes noires	15,00
Les Secrets du Pétrole	15,00
L'Aventure du Pétrole Français	18,00

ŒUVRES DE MAURICE BARDECHE

Lettre à François Mauriac	9,00
Nuremberg ou la Terre promise (Interdit)	
Nuremberg II ou les Faux Monnayeurs	15,00
Les Temps Modernes	9,00
L'Œuf de Christophe Colomb	9,00
Qu'est-ce que le fascisme?	épuisé
Une lecture de Balzac	épuisé
Sparte et les Sudistes	15,00

COLLECTION « DEFENSE DE L'OCCIDENT »

La Jeunesse	7,50
La Question noire aux U.S.A.	7,50
Crimes de Guerre des Alliés	7,50
Drames et problèmes de l'Afrique	7,50
L'agression israélienne et ses conséquences	7,50
Les Nouveaux Communistes	7,50
Le Rideau de fer rouge	7,50
La Comédie de la Révolution	7,50
Les Fascismes inconnus	7,50

Remise 10 % à tous les abonnés de « Défense de l'Occident »
Envoi franco contre chèque ou virement à notre compte

CCP, LES SEPT COULEURS, 218.219 Paris